

**REPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES
ET DE LA COOPERATION**

BUREAU NATIONAL DE COORDINATION DES ONG

GUIDE DES ONG INTERNATIONALES AU BURUNDI

Mai 2001

TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	3
CHAPITRE 1 : PRESENTATION GENERALE DU BURUNDI, DEFINITION D'UNE ONG ETRANGERE, DOMAINES ET ZONES D'INTERVENTION	4
CHAPITRE 2 : L'AGREMENT D'UNE ONG ETRANGERE ET DU PERSONNEL EXPATRIE.....	11
CHAPITRE 3 : LES VISAS	14
CHAPITRE 4 : LA GESTION DU PERSONNEL LOCAL.....	17
CHAPITRE 5 : EXONERATION D'IMPOTS ET DE DROITS DE DOUANES SUR LES BIENS ET LES FONDS DES ONG AINSI QUE SUR LES EFFETS PERSONNELS.....	21
CHAPITRE 6 : LES BUDGETS ET LES FINANCES DES ONG.....	24
CHAPITRE 7 : LA COORDINATION, LE SUIVI ET L'EVALUATION	26
CHAPITRE 8 : PROBLEMES D'ORDRE JURIDIQUE ET DE SECURITE.....	29
CHAPITRE 9 : CLOTURE DES ACTIVITES DES ONG	33

Préface

L'idée d'élaborer le présent guide a été dictée par le souci du Gouvernement de faciliter la lecture des mécanismes légaux régissant le cadre général de coopération entre la République du Burundi et les ONGs étrangères en vue d'une meilleure coordination des programmes d'assistance humanitaire ou de développement.

Il n'a pas suffi au Gouvernement de promulguer une loi qui définit clairement le cadre de coopération avec les ONG. Il s'est avéré nécessaire de s'assurer que le contenu de la loi a été bien compris par tout le monde. Ainsi, une campagne d'explication de la loi a été menée dans deux directions. A l'intention des services gouvernementaux d'abord afin de leur préciser les rôles et les responsabilités des uns et des autres dans leurs relations avec les ONG étrangères. A l'intention de celles-ci ensuite, pour leur indiquer, tels qu'énoncés dans la loi, les principes directeurs, les obligations et les engagements qui lient aussi bien les ONG que le Gouvernement dans la pratique quotidienne de la coopération.

Pour faciliter la mise en œuvre de la nouvelle loi, deux ordonnances ministérielles sont venues la compléter. Mais à elles seules, la loi et les ordonnances ne suffisent pas pour régler tous les problèmes liés aux activités des ONG. Il faut encore se référer à d'autres lois et règlements en vigueur, notamment en matière d'admission et de séjour des étrangers au Burundi, de législation du travail, de réglementation des changes ou de procédure judiciaire ainsi qu'à la procédure suivie pour l'obtention des exonérations des droits et taxes sur les produits utilisés par les ONG dans le cadre de leurs activités.

De tous ces textes de loi, les ONG n'étaient pas sûres d'en faire une interprétation correcte. Elles éprouaient le besoin d'être éclairées sur la conduite à tenir dans chaque situation. Le Gouvernement de son côté, souhaitait de la part de tous les partenaires une claire compréhension des relations qui les unissent, afin qu'il n'y ait plus de confusion de rôles et ou de conflits de compétences. C'est ce qui s'est dégagé lors de la rencontre préliminaire qui a réuni les membres de la commission de rédaction du guide.

Composé de deux cadres du Bureau National de Coordination et d'une équipe de représentants de la communauté des ONG internationales, cette commission s'est attachée à interpréter le plus fidèlement possible, le dispositif légal dans lequel opèrent les ONG étrangères. Elle s'entendue sur le contenu des différents chapitres.

Le présent guide reflète ainsi une vision commune du Gouvernement et des ONG. Il permettra sans aucun doute des relations plus fluides entre tous les partenaires de la coopération avec les ONG internationales.

Vive la Coopération Internationale !

Le Ministre des Relations Extérieures
et de la Coopération,

Séverin NTAHOMVUKIYE.-

CHAPITRE 1 : PRESENTATION GENERALE DU BURUNDI, DEFINITION D'UNE ONG ETRANGERE, DOMAINES ET ZONES D'INTERVENTION

1. LA SITUATION GEOGRAPHIQUE DU BURUNDI

La situation géographique du Burundi justifie amplement son appellation de « Cœur de l'Afrique ». En effet, le Burundi, 27.834 km², se situe à la charnière de l'Afrique Centrale et de l'Afrique Orientale, bien au centre de la Région des Grands Lacs, entre 2°45' et 4°28' de latitude Sud, 28°50' et 30°53'30" de longitude Est.

Il est bordé au Nord par le Rwanda et à l'Ouest par la République démocratique du Congo, deux pays avec lesquels il forme la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL). A l'Est et au Sud, le Burundi est bordé par la Tanzanie, avec laquelle il constitue en même temps que l'Ouganda et le Rwanda, l'Organisation pour l'Aménagement du Bassin de la Rivière Kagera (OBK).

1.1. RELIEF ET CLIMAT

Le Burundi est un pays montagneux pour la plus grande partie, avec des versants abrupts que chevauche la grande crête séparant le bassin du Nil de celui du Congo. Il rassemble sur son territoire une grande variété de paysages qui évoquent la zone de fracture orientale à laquelle le pays se rattache. L'intérieur est formé par un plateau triangulaire à l'altitude de 1.540 m qui s'abaisse vers la rivière Maragarazi.

Malgré la proximité de l'Equateur, le Burundi, grâce à l'altitude, jouit d'un climat relativement tempéré, l'un des plus agréables avec une moyenne de 23°C tout au long de l'année. L'altitude et le relief déterminent quatre zones auxquelles correspondent des climats dominants et une multitude de micro-climats, d'où la richesse exceptionnelle de sa flore.

De l'Ouest, on peut relever quatre zones bien distincts :

- La plaine de la Rusizi et du lac Tanganyika appelée Imbo. Elle se situe au Nord et au Sud de Bujumbura avec une altitude moyenne de 850 mètres. C'est une région à climat tropical.
- La crête Congo-Nil qui renferme les hauts sommets au climat doux et tempéré. Elle abrite la forêt de la Kibira. Le sommet du Burundi, le mont Heha (2.670 mètres) se trouve sur la crête.
- Le plateau central, le pays des « mille et une collines » où s'alignent des collines ondulées avec une altitude moyenne de 1.600 mètres.
- La zone orientale appelée Kumoso d'une altitude moyenne de 1.400 mètres et un climat tropical.

Les diverses cultures vivrières pratiquées dans le pays correspondent dans une large mesure aux différents milieux écologiques. Elles se répartissent en quatre principaux groupes : légumineuses, tubercules, céréales et bananeraies.

1.2. HYDROGRAPHIE

Le Burundi appartient aux bassins hydrographiques du Congo et du Nil traversant le Burundi du Sud au Nord, la crête Congo-Nil partage les eaux du Burundi entre les bassins de ces deux grands fleuves :

- Le bassin du Nil drainant les cours d'eau situés à l'Est de la crête, la Ruvubu et ses affluents, la Kanyaru et la Kagera. La source la plus méridionale du Nil se trouve au Sud du pays, près de Rutovu, dans la province de Bururi.
- Le bassin du Congo drainant les eaux qui coulent à l'Ouest de la crête comme la Rusizi, plus la Maragarazi qui constitue une partie de la frontière avec la Tanzanie.

Le Lac Tanganyika qui borde la partie occidentale du pays, a une superficie de 32.000 km², une longueur de 800 km et une largeur de 50 km. Avec une profondeur maximale de 1470 m, c'est le lac le plus profond du monde après le lac Baïkal de Sibérie.

Le Lac Tanganyika renferme une grande variété de poissons dont une espèce rare, le Ndagala. Les autres lacs d'une superficie moindre, se retrouvent dans la dépression du Nord-Est. Ce sont les lacs Cohoha (75 km²), Rweru (55 km²), Kanzigiri et Gacamiringa.

2. LA POPULATION

Le Burundi a une population d'environ six millions d'habitants. Il apparaît comme l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique. Le taux de croissance démographique est de 2,6% par an. Il s'agit d'une population inégalement répartie et qui se groupe surtout sur les collines du plateau central où la densité atteint 300 habitants au km² par endroit comme en province de Ngozi ; 70% environ de la population vit dans la moitié septentrionale du pays et presque toute la population urbaine vit à Bujumbura, capitale du pays.

La population du Burundi se caractérise par son extrême jeunesse et sa croissance rapide (2,6% par an). Les jeunes de moins de 18 ans représentent la moitié des effectifs (49,5%) ; les adultes de 18 à 59 ans entrent pour 48 % dans le total et parmi ceux-ci, les adultes jeunes qui ont moins de 40 ans constituent l'énorme majorité.

Le Burundi reste un pays dont plus de 90% de la population est rurale. Les habitations sont disséminées sur les collines, soit isolément, soit par groupes de quatre ou cinq, entourées par un enclos qui délimite ce que l'on appelle le « Rugo » en Kirundi et qui est l'unité d'habitation.

Ces rugos se dressent sur les mille et une collines qui constituent le Burundi. La colline s'avère être l'unité de base de l'administration. Le fait qu'il n'y ait pas de villages ne va pas sans poser de problèmes aux pouvoirs publics qui cherchent à équiper le milieu rural en services de base.

3. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Sous l'impulsion des institutions politiques, les administrations centrales et régionales jouent un rôle capital dans la planification et l'exécution des actions concrètes de développement.

Le rôle particulier des responsables des administrations provinciales et communales doit être souligné. Ils doivent superviser et contrôler les agents des ministères techniques opérant dans leur circonscription d'une part, et s'impliquer dans les actions de développement en complément de leur mission politique et sécuritaire d'autre part.

La préoccupation d'éviter le chevauchement des compétences et la dispersion des moyens ou d'établir une bonne répartition des tâches, reste permanente.

3.1. ORGANISATION DES SERVICES PROVINCIAUX

Le Burundi compte 16 provinces et une mairie qui a rang de province. L'administration provinciale est assurée par le Gouverneur de province en collaboration directe avec le Conseiller Principal. Celui-ci est consulté sur les grandes questions qui intéressent la province.

Le Gouverneur de Province est le représentant du Chef de l'Etat et du Gouvernement dans sa province. Il dispose à cet effet de son « Cabinet » et du « Conseil Provincial ».

Le Cabinet du Gouverneur comprend le Gouverneur, le Conseiller Principal et deux Conseillers.

Il est organisé auprès de chaque Cabinet, un Secrétariat placé sous la direction d'un attaché de cabinet. Celui-ci coordonne également les activités du personnel d'appui.

Le Gouverneur de province exerce ses fonctions sous l'autorité hiérarchique du Ministre ayant l'intérieur dans ses attributions.

3.1.1. MISSIONS DU GOUVERNEUR DE PROVINCE

- Exercer toutes les attributions que lui confèrent les lois et règlements ou que lui délègue le Gouvernement ;
- Coordonner toutes les activités politiques, économiques, sociales et culturelles qui se déroulent dans sa province et faire rapport aux autorités gouvernementales compétentes ;
- Assurer l'ordre et la tranquillité publics et veiller d'une manière générale à la sécurité des personnes et des biens ;

- Veiller à la réalisation des programmes gouvernementaux et prendre dans le cadre de ses compétences toute mesure susceptible de promouvoir la paix et le développement dans la province ;
- Contrôler et superviser les activités de l'administration territoriale et des services rattachés aux autres départements ministériels affectés dans la province. A cet effet, le Gouverneur de province peut proposer à l'autorité compétente toute mesure tendant à améliorer le fonctionnement des services œuvrant dans sa province.
- Veiller à ce que la population soit informée des lois et règlements ainsi que de la politique générale du Gouvernement ;
- Exercer la tutelle administrative et financière sur les Communes de son ressort.

3.2. ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE

La commune est une entité administrative décentralisée dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. La commune est dirigée par un Administrateur assisté par un conseil communal et autant de conseillers que nécessaire.

La commune peut être rurale ou urbaine. Le Ministre de l'Intérieur détermine les centres qui, sur base des critères objectifs d'expansion et de conscience économique, peuvent être constitués en communes urbaines

Des communes urbaines limitrophes peuvent fusionner pour constituer une mairie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. La Mairie est dirigée par un Maire assisté par un conseil municipal et autant de conseillers que nécessaire.

Outre l'épanouissement politique de la population, la commune a la charge de promouvoir le développement économique, social et culturel de la collectivité.

Les communes sont divisées en zones, celles-ci étant à leur tour subdivisées en secteurs ou, pour les zones urbaines, divisées en secteurs et en quartiers dont le nombre et la délimitation sont fixés par ordonnance du Ministre de l'Intérieur.

Le secteur ou le quartier est la cellule de base de l'administration territoriale constituée par un nombre variable de collines géographiques ou de rues selon qu'il s'agit d'une commune rurale ou urbaine.

La zone est l'échelon administratif intermédiaire entre le secteur ou le quartier et la commune. Elle est constituée par un nombre variable de secteurs ou de quartiers selon qu'il s'agit d'une commune rurale ou urbaine.

La zone, le secteur et le quartier sont respectivement dirigés par un Chef de zone, un Chef de secteur et un Chef de quartier.

Les communes urbaines bénéficient du statut des communes rurales dans la mesure compatible avec les règles inhérentes à la gestion des périmètres urbains.

Le Burundi compte 115 communes.

3.2.1. MISSIONS DE L'ADMINISTRATEUR COMMUNAL

- Dans sa commune, l'Administrateur représente l'Etat et est placé sous l'autorité hiérarchique du Gouverneur de province ;
- En sa qualité d'animateur du développement, il coordonne toutes les activités des services œuvrant dans sa circonscription ;
- En étroite collaboration avec les représentants de la population, notamment le conseil communal, l'administrateur élabore un plan triennal de développement communautaire ;
- Le plan triennal de développement devient exécutoire de plein droit après vérification de son harmonie avec le plan national de développement par l'autorité de tutelle ;
- L'administrateur fait un rapport semestriel sur l'état d'avancement du plan communal de développement à la population par le truchement de ses représentants et à l'autorité de tutelle ;
- L'administrateur est le représentant légal de la commune et de la population de son ressort. Il gère le patrimoine communal et exerce la tutelle administrative et financière sur les établissements et les projets initiés par la commune ;
- Il est responsable de l'élaboration et de l'exécution du budget communal, après approbation de celui-ci par l'autorité de tutelle ;
- Dans sa commune, l'administrateur est chargé de l'application des lois et règlements émanant du pouvoir central ainsi que des décisions prises par l'autorité de tutelle.

3.2.2. DU CHEF DE ZONE

- Le Chef de zone est nommé par le Ministre de l'Intérieur sur propositions du Gouverneur de province ou du Maire.
- Dans le ressort de sa circonscription, le Chef de zone est le représentant de l'Administrateur communal qui lui délègue une part de ses attributions dans l'intérêt d'une bonne administration.
- Il est l'animateur et le coordonnateur des activités de développement initiées par la commune ou la mairie dans sa zone.

3.2.3. DU CHEF DE SECTEUR OU DE QUARTIER

- Le Chef de secteur ou de quartier est nommé par le Gouverneur de province ou le Maire sur proposition de l'Administrateur communal ou du Chef de zone.

- Dans le ressort de sa circonscription, le Chef de secteur ou de quartier représente le Chef de zone et joue le rôle d'animateur du développement.

4. DEFINITION D'UNE ONG ETRANGERE

Aux termes de la loi du 23 juin 1999 sur les ONG, le concept d'organisation non gouvernementale (ONG) doit s'entendre comme étant une institution sans but lucratif créée par une initiative privée à l'exclusion de tout accord intergouvernemental, regroupant des personnes physiques ou morales, privées ou publiques, de droit étranger et ayant son siège principal à l'étranger, pouvant être de nationalités diverses et dont les finalités poursuivies couvrent des domaines aussi vastes que variés.

Il y a lieu de faire la distinction entre l'ONG humanitaire et l'ONG de développement, selon que ces organisations opèrent dans le cadre d'une aide d'urgence ou d'une aide au développement. Mais au Burundi, il apparaît que beaucoup d'ONG se présentent sous les deux étiquettes. En effet, nombre d'ONG ont commencé leurs interventions au Burundi dans le domaine de l'urgence humanitaire suite à la crise de 1993. De plus en plus cependant, certaines élargissent leurs projets à des activités de développement en fonction de l'évolution favorable du contexte.

5. DOMAINES ET ZONES D'INTERVENTION

En raison de la crise socio-politique qui secoue le Burundi depuis octobre 1993, l'aide humanitaire s'est développée de façon spectaculaire, remplaçant largement l'aide qui, auparavant, était destinée au développement.

En outre, profitant de la paralysie des structures gouvernementales observée au début de la crise, les nouvelles ONG se sont implantées de façon anarchique sur le territoire national, ce qui a conduit à une mauvaise répartition des aides par rapport aux besoins.

La loi du 23 juin 1999 sur les ONG est venue redresser cette situation. En effet, aux termes de l'article 27 de ladite loi, les zones et les domaines d'intervention des ONG sont déterminés de commun accord par les ONG et les départements ministériels concernés, en tenant compte des priorités du Gouvernement.

En général, les ressources des ONG sont orientées vers des programmes dont l'objectif est l'amélioration du niveau de vie des populations. Il s'agit notamment de programmes d'adduction d'eau et d'assainissement, de santé, d'éducation, d'agriculture et d'élevage.

L'état de guerre ayant entraîné beaucoup de destructions et de misère, le besoin d'aide est vivement ressenti dans la réhabilitation d'infrastructures sociales, dans la reconstruction de maisons pour les sinistrés et dans leur réinsertion sociale.

Un peu partout dans le pays, des gens s'unissent, pour vaincre la pauvreté dans des associations pour le développement. Ces groupements ont besoin d'un appui financier ou matériel, ainsi que de conseils techniques.

Le souci du Gouvernement est qu'il n'y ait pas de régions qui restent abandonnées. A cet égard, la loi sur les ONG précise que l'orientation des activités doit s'assurer d'une couverture géographique équitable par rapport aux besoins.

Les régions naturelles du Burundi (carte)

[..... carte]

CHAPITRE 2 : L'AGREMENT D'UNE ONG ETRANGERE ET DU PERSONNEL EXPATRIE

1. DE L'AGREMENT D'UNE ONG ETRANGERE

L'ONG étrangère qui désire s'implanter au Burundi s'engage à promouvoir et à encourager des actions de développement économique, social, culturel ou d'assistance humanitaire. L'exercice de toute activité est subordonné à la demande et à l'obtention de l'agrément auprès du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

Les conditions, les modalités et la procédure d'agrément sont les suivantes :

1. La production des statuts de l'Organisation non gouvernementale requérante ;
2. La présentation d'un document prouvant que l'Organisation non gouvernementale intéressée est agréée dans le pays d'origine ;
3. La production de l'original du mandat par le demandeur signé en bonne et due forme par le représentant légal de son organisation au siège de celle-ci ;
4. La présentation du projet du programme à réaliser au Burundi ;
5. La présentation du projet du budget à affecter à l'exécution du programme de ses activités ;
6. L'extrait bancaire attestant la libération de la première tranche du budget sur un compte convertible ouvert dans une banque agréée en République du Burundi. Si nécessaire, à la demande du Ministère des Relations Extérieures, la Banque de la République du Burundi (BRB) peut accorder à l'ONG en attente d'agrément une dérogation permettant l'ouverture d'un compte convertible ;
7. La fourniture de renseignements généraux sur l'organisation concernée (les réalisations dans d'autres pays, les publications, etc.) ;
8. L'introduction d'une lettre adressée à Son Excellence le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération transmettant le dossier constitué des documents susmentionnés ;

Aucune ONG ne peut obtenir l'agrément si elle ne justifie d'une capacité technique, matérielle et financière pour les programmes soumis au Gouvernement.

Les activités et programmes des ONG qui veulent travailler au Burundi doivent être compatibles avec la loi burundaise et s'inscrire dans les priorités du Gouvernement.

Avant d'être opérationnelles sur terrain, les ONG agréées doivent se faire enregistrer auprès du Ministère ayant l'administration du territoire dans ses attributions dans un délai ne dépassant pas trente jours à dater du jour de leur agrément.

Les ONG signent obligatoirement des protocoles d'exécution des programmes avec les départements ministériels et/ou les partenaires locaux concernés le cas échéant. Une copie du (des) protocole(s) est réservée au Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération.

Les ONG ne peuvent pas recourir aux ressources financières déjà allouées au Burundi par les organismes de coopération bilatérale ou multilatérale en vertu d'une convention entre ces derniers et le Gouvernement du Burundi sans consultation et approbation préalables du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération.

Les ONG s'engagent à coopérer notamment avec les institutions nationales, les associations sans but lucratif et les collectivités locales concernées en associant prioritairement le personnel national dans la conception, l'élaboration, l'exécution, le suivi-évaluation des programmes d'activités.

Toutefois, une ONG peut appuyer l'action d'une autre ONG moyennant l'accord et l'approbation du département ministériel concerné. Dans ce cas, l'ONG donatrice devra signer un accord tripartite – ONG récipiendaire – département ministériel concerné. Une copie de cet accord tripartite doit être réservée au Ministre chargé des Relations Extérieures et de la Coopération.

Les ONG doivent disposer et maintenir des comptes complets et précis sur leurs avoirs, revenus et dépenses en conformité avec les pratiques usuelles comptables. Elles doivent respecter la réglementation bancaire en vigueur notamment en matière de change. Toutes les transactions financières des ONG s'effectuent à travers un compte convertible ouvert dans l'une des banques agréées en République du Burundi.

Les ONG et leur personnel expatrié s'engagent à travailler conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Burundi, à respecter la coutume et la culture nationale en évitant tout comportement qui irait à l'encontre de celles-ci.

Les ONG agréées doivent être opérationnelles endéans trois mois à compter du jour de leur agrément. Passé ce délai, leur agrément devient caduc.

2. DE L'AGREMENT DU PERSONNEL EXPATRIE.

Tout engagement du personnel expatrié par une ONG est subordonné à la demande et à l'obtention de son agrément auprès du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération. Il y a lieu de préciser que le personnel expatrié s'entend comme étant un personnel ayant la nationalité autre que burundaise, recruté à l'étranger par les ONG étrangères agréées en République du Burundi.

Les conditions et les modalités d'agrément du personnel expatrié à un poste autre que celui de Représentant Légal sont les suivantes :

- 1° Posséder les qualifications techniques requises pour l'emploi vacant ;
- 2° Etre âgé de 24 ans au moins et 60 ans au plus ;
- 3° Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le secteur concerné ;

- 4° N'avoir pas été expulsé du Burundi ;
- 5° Etre de bonne conduite et d'une moralité irréprochable ;
- 6° Accepter de se conformer aux lois et règlements du droit positif burundais ;
- 7° La demande doit être introduite par le Représentant Légal à partir du siège de l'organisation concernée à l'étranger.

La candidature d'un expatrié au poste de Représentant Légal d'une ONG étrangère est soumise aux conditions suivantes :

- 1° Etre âgé d'au moins 30 ans et 60 ans au plus ;
- 2° Etre titulaire d'au moins d'un diplôme de licence ou équivalent ;
- 3° Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

Si le candidat au poste de Représentant Légal est de nationalité burundaise, les conditions reprises ci-dessus lui sont mutatis mutandis appliquées.

Outre les conditions exigées et reprises ci-dessus, pour être agréé, tout expatrié doit produire les documents ci-après :

- 1° Un formulaire de demande d'agrément de l'expatrié dûment rempli par le siège ;
- 2° Un curriculum vitae ;
- 3° Photocopie(s) du (des) diplôme(s)
- 4° Photocopie du passeport
- 5° Photocopie du contrat de travail
- 6° Photocopie de la Convention de Coopération entre l'ONG et le Gouvernement du Burundi ;
- 7° Une lettre de transmission de tous ces documents signée par le Représentant Légal à partir du siège de l'organisation à l'étranger.

Toute personne travaillant dans une ONG étrangère agréée dont le contrat venant à expiration, n'est pas renouvelé par celle-ci, ne peut-être recrutée par une autre ONG étrangère agréée au Burundi qu'à la condition que l'intéressé quitte le pays et que la demande de son agrément soit introduite par le Représentant Légal à partir du siège de l'organisation à l'étranger.

Tout changement de poste des expatriés à l'intérieur des ONG étrangères agréées est subordonné à l'agrément du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération. La demande est introduite par le siège principal de l'ONG intéressée à l'étranger.

Le renouvellement ou la prorogation des contrats du personnel expatrié dont le mandat a expiré est soumis à la demande et à l'obtention d'un agrément du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération et moyennant un avenant au contrat initial établi par le siège de l'organisation à l'étranger. La requête d'agrément doit émaner du siège principal de l'organisation intéressée à l'étranger.

CHAPITRE 3 : LES VISAS

3.1. GENERALITES

Le transit, l'entrée, la sortie, le séjour et l'établissement sont subordonnés à l'obtention d'un visa.

Il existe trois catégories de visas :

- Le visa diplomatique délivré aux détenteurs d'un passeport diplomatique ;
- Le visa de courtoisie délivré aux détenteurs d'un passeport de service ;
- Le visa ordinaire délivré aux détenteurs d'un passeport ordinaire.

Ces visas sont délivrés par le Directeur Général de la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers ou son délégué.

Toutefois, les missions diplomatiques ou consulaires sont habilitées à délivrer le visa d'entrée valable pour deux mois et pour une ou plusieurs entrées, ce délai étant porté à trois mois pour les détenteurs d'un passeport diplomatique.

3.2. OBJET, VALIDITE ET TARIFS DES VISAS

La délivrance des visas diplomatiques et des visas de courtoisie ne donne lieu à aucune perception de droits.

Le visa de transit permet à l'étranger en provenance d'un pays où le Burundi n'a pas de représentation diplomatique ou consulaire d'entrer au pays. Il est délivré à la frontière et son délai ne peut pas dépasser soixante-douze heures. L'octroi de ce visa est subordonné à une perception de vingt dollars américains ou l'équivalent en devises.

Le visa d'entrée autorise son détenteur à effectuer une ou plusieurs entrées au Burundi et d'y rester pour une période ne dépassant pas trois mois. Ce visa doit être utilisé endéans les deux mois de sa délivrance sous peine de péremption. Son octroi donne droit à la perception de quarante dollars américains ou l'équivalent en devises.

Le visa de séjour autorise l'étranger, déjà muni d'un visa d'entrée ou de transit, à prolonger son séjour jusqu'à six mois maximum. Son octroi donne lieu à une perception de trente dollars américains ou l'équivalent en francs Burundais par mois.

Le visa de sortie et retour est accordé à tout étranger résidant au Burundi et qui veut effectuer un voyage à l'extérieur du pays avec l'intention de revenir. Sa durée de validité est de un à sept mois maximum. Hormis les détenteurs de passeports de service, la délivrance de visa de sortie et retour est subordonnée à la présentation des attestations tant administratives que judiciaires donnant quitus à l'intéressé. sa délivrance donne lieu à une perception de dix dollars américains ou l'équivalent en francs burundais par mois.

Le personnel expatrié des ONG agréées et régulièrement œuvrant au Burundi ainsi que les membres de leurs familles (conjoint et enfants mineurs) reçoivent

gratuitement le visa d'entrée qui leur permet de sortir et de revenir. Ce visa d'une validité de trois mois peut être renouvelé autant de fois que de besoin, jusqu'à la fin du contrat du bénéficiaire.

Pour l'obtenir, l'expatrié est invité à produire les documents ci-après à présenter au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération :

- Une lettre de demande de visa signée par le Représentant Légal de l'organisation ;
- Un formulaire de demande de visa dûment rempli ;
- Deux photos passeport ;
- Son passeport ou photocopie de celui-ci ;
- L'acte d'agrément du membre expatrié ;
- Une copie de son contrat de travail.

Sur base de ces documents, le Ministère lui délivrera une attestation adressée à l'administration de la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers (PAFE en sigle) en vue de l'obtention, gratuitement, du visa demandé. La prorogation du visa de séjour s'obtient dans ces mêmes conditions.

Le visa d'établissement à durée déterminée est accordé à l'étranger qui souhaite s'établir au Burundi et qui a déjà obtenu de la part de l'autorité compétente, l'agrément de l'activité à laquelle il compte se livrer. Son octroi est subordonné à une perception de cent cinquante dollars ou l'équivalent en francs burundais.

3.3. DES CONDITIONS D'ACCES

Pour avoir accès au territoire du Burundi, l'étranger doit remplir les conditions suivantes :

1. Etre porteur soit des documents requis en vue d'un Traité, d'un Accord International, d'une Loi ou d'une Ordonnance ; soit d'un passeport valable ou d'un titre de voyage en tenant lieu revêtu d'un visa ou d'une autorisation tenant lieu de visa valable au Burundi apposé par un Représentant Diplomatique ou Consulaire burundais ou toute autre autorité légalement habilitée ;
2. Etre en possession d'un certificat de vaccination prescrit par les Conventions Internationales ;
3. Etre en possession d'un billet aller-retour et/ou d'une couverture financière permettant le recouvrement des frais de rapatriement ou autres qui pourraient être engagés à son bénéfice.

Sont dispensés de l'obtention du visa d'entrée, mais tenus à la production d'une pièce officielle d'identité :

1. Les membres d'équipage des navires et des aéronefs effectuant des déplacements de services sous le couvert des documents prévus par des Conventions Internationales ;
2. Les personnes et les membres de leurs familles (conjoint et enfants mineurs) pouvant justifier de la qualité de résident permanent par la production d'un

certificat délivré et validé au Burundi selon les modalités fixées par le Ministre de l'Intérieur ;

3. Les personnes et les membres de leurs familles (cf supra 2°) qui, ayant temporairement quitté le Burundi, sont encore en possession d'un visa de retour.

3.4. DU REFUS D'ACCES ET DU REFOULEMENT

Sous réserve des dispositions du chapitre ci-avant (2.3.), ne peut notamment avoir accès au Burundi l'étranger qui :

1. Ne justifie pas de moyens d'existence suffisants ;
2. A été expulsé du Burundi pour autant que la mesure n'a pas encore été levée ;
3. Est sous le coup de poursuites judiciaires ou aurait été condamné pour l'une des infractions visées par les Traités d'extradition sauf si la peine prononcée est l'amende ou une peine privative de liberté n'excédant pas six mois ;
4. Ne jouit pas pleinement de ses facultés mentales ou est atteint d'une maladie contagieuse ou transmissible ;
5. Veut exercer une activité qui porte préjudice aux intérêts nationaux ;
6. Constitue un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

Les compagnies de transport aérien sont responsables vis-à-vis du Gouvernement du Burundi, du rapatriement et de l'entretien éventuel au Burundi, des personnes qu'elles y auraient transportées, si ces personnes n'ont pas pu établir au départ qu'elles avaient accompli les formalités requises.

CHAPITRE 4 : LA GESTION DU PERSONNEL LOCAL

Le monde du travail est régi par un code régulièrement mis à jour par le Ministère en charge du travail et de la sécurité sociale. La gestion du personnel des ONG ou de tout autre employeur, prend son fondement dans ce document. La dernière version du code du travail a été mise à jour en 1993 et promulgué par décret-loi n° 1/037 du 7 juillet 1993. Le code est complété par des ordonnances ministérielles (OM) qui font partie intégrante de la législation du travail. Il est vivement recommandé à toute organisation de se procurer ces documents.

Nous nous proposons dans ce chapitre de rappeler les règles importantes en nous basant sur l'expérience des ONG au Burundi.

1. ADMINISTRATION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Les pouvoirs publics ne s'ingèrent pas dans la négociation du contrat de travail. Leur rôle consiste à promouvoir l'emploi et créer les conditions harmonieuses et équitables dans le domaine du travail.

L'inspection du travail est l'organe-clé en matière d'administration du travail : elle est responsable du respect des procédures d'emploi et de la législation du travail en général.

Toutefois, s'agissant des emplois créés par les ONG étrangères, il revient au Bureau National de Coordination de ces dernières de vérifier, en collaboration avec la Direction de l'Inspection du Travail, la conformité aux lois en vigueur.

Il est fortement recommandé aux ONG de faire valider leur règlement intérieur à l'inspection du travail. Les inspecteurs ont le pouvoir d'effectuer un contrôle au sein des entreprises de leur ressort. Ils sont en outre tenus au secret professionnel.

L'administration intervient dans le domaine de l'emploi local des étrangers. Tout travailleur étranger doit faire la demande et obtenir un permis de travail délivré par le Directeur de l'Inspection du Travail. L'employeur est tenu de payer une taxe de 3% du salaire annuel brut du travailleur étranger.

La main d'œuvre étrangère ne doit pas dépasser 1/5 des salariés de l'entreprise par catégorie professionnelle (cf OM n°660/086/92 du 17 février 1992).

2. L'EMBAUCHE ET LE CONTRAT DU TRAVAIL

La législation du travail ne définit pas une procédure de recrutement ; dans la pratique, l'embauche dans les ONG doit obéir à une transparence donnant l'égalité de chance à tous les candidats potentiels (publication de l'offre d'emploi, présélection par test écrit, interview,...). La loi sur les ONG précise dans son article 18 que, « à compétence égale, priorité est accordée aux nationaux ».

Il est recommandé de vérifier la validité des attestations de travail délivrées par les précédents employeurs. Pour les étrangers, ils doivent se munir d'un permis de travail avant tout engagement.

Les informations obligatoires qui doivent figurer dans un contrat sont définies par le code du travail. D'une manière générale, le contrat de travail contient les obligations de l'employeur et du travailleur, et doit être conforme à la législation en vigueur.

Tout le personnel employé par une organisation internationale doit avoir un contrat.

Pour établir un contrat, l'organisation requiert de l'employé des informations personnelles dont la copie de la carte d'identité, les copies des diplômes et attestations de travail, etc. L'organisation peut exiger que l'employé fasse un examen médical.

En plus de l'élaboration d'un contrat standard, l'organisation internationale doit aussi fournir une copie du règlement intérieur. Ce règlement doit être lu et accepté par l'employé. ce document complète les informations contenues dans le contrat en soulignant les règles additionnelles particulières à l'organisation comme les heures de travail, les heures supplémentaires et les procédures pour les congés, les règles de discipline, les soins de santé et d'autres circonstances spéciales comme les licenciements. Ces règles, tout en restant en conformité avec la législation et avec le code du travail, peuvent être adaptées et simplifiées suivant l'organisation en question. Une fois qu'un nouveau membre du personnel a lu et signé l'acceptation du règlement intérieur, ce dernier devient partie intégrante du contrat de travail.

Un contrat de travail peut être à durée déterminée. Un contrat sans clause expresse de durée est présumé à durée indéterminée.

Pour un contrat à durée déterminée, il n'y a pas de période d'essai ; pour un contrat à durée indéterminée, la période d'essai ne peut dépasser 12 mois pour les catégories 5 et 6 et six mois pour les catégories inférieures. Dans tous les cas, cette période d'essai ne doit pas dépasser 12 mois, renouvellement compris, quel que soit le poste.

Un employé ne peut pas signer plus de deux contrats à durée déterminée, le troisième devient automatiquement un contrat à durée indéterminée.

La rupture d'un contrat à durée déterminée est possible dans le cas d'une faute lourde, par consentement mutuel, ou en cas de force majeure. Il faut noter que l'appréciation de la faute lourde et de la force majeure appartient au juge.

3. CONDITIONS GENERALES DU TRAVAIL

Les conditions générales du travail dans une ONG sont généralement définies dans le règlement intérieur. Elles concernent la durée et les horaires du travail, le repos hebdomadaire, les jours fériés, les congés payés, le payement du salaire et l'assistance médicale.

Le règlement intérieur (OM 630/134 du 4 juillet 1978) est obligatoire pour toute entreprise employant plus de 15 personnes. Il définit les dispositions relatives à l'organisation du travail, le régime disciplinaire, les modalités de paiement du salaire

et autres avantages, les congés et jours fériés, l'assistance médicale, les prescriptions concernant l'hygiène et la sécurité, etc.

La durée légale du travail (OM 630/117 du 9/05/79) est de 8 heures par jour et 45 heures par semaine. Il est loisible à l'employeur d'appliquer une durée inférieure. Toute durée du travail supérieure à 45 heures par semaine doit être payée en heures supplémentaires conformément à la loi.

Pour le personnel de gardiennage et domestique, la durée légale du travail peut aller jusqu'à 60 heures. Il est impératif d'accorder un jour de repos par semaine au travailleur quelle que soit sa catégorie professionnelle.

Les jours fériés légaux sont définis par le décret 100/169 du 12/10/92. Ce sont :

- Le 1^{er} janvier : jour du nouvel an
- Le 5 février : journée de l'Unité Nationale
- Le jour de l'Ascension
- Le 1^{er} mai : fête du travail
- Le 1^{er} juillet : anniversaire de l'indépendance
- Le 15 août : Assomption
- Le 13 octobre : commémoration de l'assassinat du Héros National Prince Louis Rwagasore
- Le 1^{er} novembre : la Toussaint
- Le 25 décembre : Noël

Tout autre jour pourra, par décision du Président de la République, être déclaré férié. C'est le cas, par exemple, pour le 21 octobre, date anniversaire de l'assassinat du Président Ndadaye.

Les congés (OM n°110/172 du 18/11/1971)

La durée du congé annuel payé est de 20 jours ouvrables minimum pour une ancienneté de service de 12 mois calendrier. Cette durée augmente d'au moins un jour ouvrable par tranche de 5 années d'ancienneté de service chez l'employeur, sauf disposition plus favorable d'une convention collective inter-professionnelle.

Les congés dits de circonstance reconnus par la loi sont les suivants :

- 4 jours ouvrables en cas de : mariage du travailleur, accouchement de l'épouse du travailleur, décès du conjoint du travailleur, mariage ou décès d'un enfant, mariage ou décès du père ou de la mère.
- 2 jours ouvrables en cas de : décès d'un grand-parent du travailleur, d'un frère ou d'une sœur.

4. LES DIFFERENDS DU TRAVAIL

Un différend du travail est un litige juridique, entre un employeur et un ou plusieurs travailleurs, à l'occasion de l'exécution d'un contrat de travail.

Ces litiges arrivent généralement à la fin du contrat ou à l'interruption d'un contrat, mais peuvent aussi intervenir en cours de contrat par le non respect d'une ou plusieurs clauses.

En raison de la sensibilité de cet aspect du problème par rapport au contexte du Burundi, il est fortement recommandé de prendre les conseils d'un avocat ou d'un inspecteur du travail pour tous les cas sensibles, après en avoir informé le Bureau National de Coordination des ONG qui pourra éventuellement, faire des propositions de règlement à l'amiable.

4.1. CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE (CDD)

Un CDD cesse de plein droit à l'échéance définie dans le contrat. Il n'y a pas d'obligation légale de préavis. Il faut néanmoins s'assurer que l'employé n'a pas eu plus de deux CDD dans l'ONG ; si c'est le cas, le dernier contrat devient automatiquement indéterminé et sera traité comme tel.

L'employeur ne doit pas mettre fin à un CDD avant son terme, sauf en cas de faute lourde, d'une force majeure ou d'un consentement mutuel des parties.

4.2. INTERRUPTION D'UN CONTRAT A DUREE INDETERMINEE (CDI)

La gestion d'un CDI est plus souple que dans le cas d'un CDD ; la loi autorise la résiliation d'un CDI moyennant préavis et indemnité de licenciement, à l'exception d'un licenciement pour faute lourde. Le motif du licenciement doit être justifié, sinon le licenciement sera considéré comme abusif et l'employeur risque un paiement des dommages et intérêts.

Il est admis au Burundi, au cours du contrat, de sanctionner un manquement du personnel à ses obligations contractuelles par une lettre d'avertissement. La disposition de l'article 6 de l'O.M. n°630/134 du 4 juillet 1978 doit figurer clairement dans le règlement intérieur de l'ONG. Aussi, la définition des tâches et des responsabilités du travailleur doit être claire et faire partie de son dossier.

4.3. INSPECTION DU TRAVAIL ET TRIBUNAL DU TRAVAIL

L'inspection du Travail est responsable du suivi des procédures d'emploi et des différends entre le personnel et leur employeur. En cas de litige, l'inspection du travail est saisie et tente la conciliation. En cas de non-conciliation et à la demande de l'une des parties, l'affaire est transmise au Tribunal du Travail. La procédure de conciliation n'est pas obligatoire au regard de la loi.

CHAPITRE 5 : EXONERATION D'IMPOTS ET DE DROITS DE DOUANES SUR LES BIENS ET LES FONDS DES ONG AINSI QUE SUR LES EFFETS PERSONNELS.

La matière des exonérations d'impôts, des taxes et des droits sur les biens des ONG et sur les effets personnels est réglée par les lois douanières de la République du Burundi, la loi n°1/011 du 23 juin 1999 sur les ONG en ses articles 24, 25 et 26 ainsi que par les articles en la matière de la Convention Générale de Coopération entre le Gouvernement du Burundi et les ONG Internationales qui est le résultat direct de cette loi.

En principe les exonérations sont accordées même si la loi se réserve une certaine marge conditionnelle. Cette marge peut servir aux autorités préposées à ne pas autoriser l'exonération pour des biens qui ne correspondent pas à ceux décrits dans les projets ou qui ne sont pas conformes aux règles prescrites (ex. médicaments périmés, etc.). Pour cette raison les requêtes d'exonération seront évaluées cas par cas.

Il faut ici rappeler qu'aucun bailleur de fonds n'accepte le paiement de taxes et/ou impôts sur les équipements et matériels, acquis localement ou importés, nécessaires au fonctionnement du projet financé.

Les démarches à entreprendre sont relativement simples, elles sont bien identifiées et connues par tous les acteurs impliqués (Ministères techniques, Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, la Direction des Douanes et la Direction des Impôts du Ministère des Finances).

Toutes les demandes adressées au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération sont gérées par le Bureau National de Coordination des ONG Etrangères.

EXONERATION POUR LES IMPORTATIONS DU MATERIEL ET EQUIPEMENT

1. Le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération donne son approbation après avoir contrôlé dans les documents d'expédition (Way bill, factures, laissez-suivre, etc.), le contenu, la quantité et la pertinence des équipements, des produits et des matériaux pour lesquels l'exonération est demandée.
2. La Direction des Impôts (Ministère des Finances) après avoir contrôlé la conformité des documents présentés, donnera une « attestation d'exonération des taxes de transaction » avec laquelle les biens pourront être retirés après avoir effectué les procédures douanières auprès des services des Douanes qui détiennent les biens à importer dans leurs entrepôts aux frontières lacustres, aéroportuaires et terrestres.

Il faut noter que :

- ◆ Afin de contribuer au développement du Burundi, les ONG s'engagent à acheter les produits fabriqués au Burundi et disponibles en quantité et qualité suffisante ;
- ◆ L'importation des médicaments est subordonnée à une autorisation préalable du Ministère de la Santé Publique ;
- ◆ L'importance du matériel de communication requiert au préalable l'autorisation de l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT) ;
- ◆ Il faut toujours préciser la destination des produits à exonérer (quel endroit, quel projet).

Pour les biens et matériaux importés ou acquis localement et qui sont destinés à des projets et/ou des bénéficiaires, structures locales spécifiques, l'accord des Directions des Douanes et des Impôts est conditionné par le sous-couvert du Gouverneur de la Province bénéficiaire.

L'article 22 de la loi sur les ONG définit l'engagement des ONG, à remettre aux collectivités locales, ou aux ASBL les biens et équipements importés en exonération des taxes, à la fin des programmes de l'ONG au Burundi.

EXONERATION POUR L'IMPORTATION DES EFFETS PERSONNELS

Les effets personnels appartenant au personnel expatrié des ONG pourront être exonérés des taxes et impôts à condition qu'ils soient importés dans les six premiers mois suivant leur arrivée au Burundi.

EXONERATION POUR LES ACHATS LOCAUX

1. Lettre de demande d'exonération à adresser au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération justifiant l'achat des matériaux et leur affectation accompagnée par les factures pro forma y relatives.
2. Avec l'accord du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, il faut ensuite demander une « attestation d'exonération de la Taxe de Transaction » à la Direction des Impôts, qui une fois obtenue, sera présentée au fournisseur local pour livraison.

PROCEDURES POUR LES IMPORTATIONS TEMPORAIRES

L'importation temporaire est utilisée surtout pour l'importation des véhicules appartenant à l'ONG et utilisés pour le suivi des projets, la logistique ainsi que pour le transport du personnel expatrié.

1. La requête pour une importation temporaire doit être adressée au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, accompagnée des documents du véhicule notifiant sa destination et son appartenance éventuel à la fin des activités.

2. Avec l'accord du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, le dossier passe à l'examen de la Direction des Impôts (Ministère des Finances) pour l'exonération de la Taxe de Transaction.
3. Le dossier avec les deux accords est enfin présenté à la Direction des Douanes pour accord d'importation temporaire.
4. En dernière étape, s'adresser au Ministère des Finances (département des Impôts, Section véhicules) pour l'obtention de la plaque d'immatriculation I.T.

Il faut souligner que l'importation temporaire n'est valable que pour une année civile. Le renouvellement doit se faire durant le dernier trimestre de chaque année.

CHAPITRE 6 : LES BUDGETS ET LES FINANCES DES ONG

Dans le domaine du budget et des transactions financières, les ONG sont tenues à un certain nombre d'obligations qui sont de deux ordres :

A l'égard de l'administration publique :

1. Au moment de la demande d'agrément, la loi stipule que l'ONG doit justifier d'une capacité financière (projet de budget et libération partielle des fonds) pour les programmes soumis au gouvernement.
2. En début de chaque exercice, l'ONG est tenue de transmettre au Ministère des Relations Extérieures son projet de budget annuel (ou trimestriel suivant son système fiscal) au même titre que son plan d'action correspondant. Ce projet de budget doit être réparti par secteur et par province, pour permettre aux services publics de l'intégrer dans le budget d'investissement national.
3. A la fin de chaque année civile, il est demandé aux ONG de fournir un rapport d'activités qui inclut l'exécution financière du budget. Le gouvernement du Burundi doit être informé le plus exactement possible de l'affectation des budgets des ONG, afin de pouvoir apprécier l'impact de leur présence sur le territoire, et ainsi mieux défendre les intérêts communs, statistiques à l'appui. Les ONG doivent fournir les rapports financiers exhaustifs et transparents, conformément à l'article 12 de la loi du 23 juin 1999.

Aux termes de cet article, les ONG doivent disposer et maintenir des comptes précis sur leurs avoirs, revenus et dépenses, en conformité avec les pratiques usuelles comptables. Le gouvernement peut, à n'importe quel moment, revoir et vérifier et/ou faire en sorte que leurs gestions financières et générales soient revues et/ou vérifiées.

Aux fins de cette vérification, le Comité Interministériel d'Evaluation (CIE) peut faire recours à toute personne dont les compétences et/ou l'expertise sont jugées nécessaires au travail d'évaluation. Il peut également exiger des ONG tout document et/ou toute information jugés utiles.

Cependant, en ce qui concerne le Ministère des Relations et de la Coopération, le rapport qui lui sera transmis en fin d'années sera détaillé de la même façon que le budget, par secteur et par province. Le format du rapport, qui pourra être adapté selon le besoin, sera précisé par le Bureau National de Coordination des ONG.

En matière de transactions financières :

Dans toutes leurs transactions financières, les ONG doivent, comme toute autre personne physique ou morale, respecter la loi en vigueur notamment en ce qui concerne la protection de la monnaie nationale. Celle-ci implique le respect des principes ci-après :

1. Les transferts de fonds du siège de l'ONG ou de ses bailleurs doivent se faire par le circuit bancaire. A cet effet, les ONG sont autorisées à avoir un compte en devises. Le fonctionnement de ce compte peut être compensé par un compte convertible en monnaie locale, qui ne peut être crédité que par la cessation des devises ou par des virements provenant d'un autre compte convertible.
2. Les opérations de change ne peuvent se faire que dans les banques ou bureaux de change agréés. Les documents y relatifs, notamment les bordereaux de change et les extraits bancaires, doivent à tout moment être prêts pour vérification.
3. En général, toutes les transactions de biens et services, effectuées sur le territoire burundais, sont payables uniquement en monnaie nationale.

En effet aux termes de l'article 12 du Règlement Général du Contrôle des changes, aucune transaction conclue au Burundi et concernant les biens situés au Burundi ou des services rendus au Burundi, ne peut être libellée en devises étrangères.

CHAPITRE 7 : LA COORDINATION, LE SUIVI ET L'EVALUATION

La coordination des activités des ONG étrangères s'est imposée au Gouvernement comme une nécessité en vue d'assurer une meilleure orientation des ressources apportées par la coopération internationale. Cette nécessité est également sentie par les ONG étrangères qui ont tout intérêt à exercer leurs activités dans un cadre bien défini, un cadre exempté de tout ambiguïté ou confusion de rôles.

Pour conjurer tout risque de compétition entre les instances gouvernementales, le législateur a fait du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, l'interlocuteur ou l'intermédiaire unique et obligatoire des Ambassades accréditées au Burundi et des organismes internationaux. Les ONG étrangères rentrent dans cette dernière catégorie et, à ce titre, la coordination de leurs activités est assurée par le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

Les Ministères techniques quant à eux ont pour rôle d'assurer le suivi des activités sur le terrain et participent à l'évaluation de ces mêmes activités au sein du Comité Interministériel chargé de l'Evaluation.

1. LE ROLE DU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION

Ce Ministère joue le rôle de coordination : il centralise toutes les activités des ONG et se trouve donc au centre des relations entre le Gouvernement et les ONG.

A. CENTRALISATION DES INFORMATIONS

Assurer la coordination des activités des ONGs implique que, le Ministère en charge centralise toute information relative aux ONGs.

Ainsi, avant d'entreprendre une quelconque activité au Burundi, l'ONG doit demander et obtenir l'agrément auprès du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération. L'organisation doit en outre demander et obtenir l'agrément du personnel expatrié auprès du même Ministère.

Ensuite, le Représentant Légal de l'ONG agréée signe un accord de coopération avec le Gouvernement du Burundi représenté par le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération.

Une fois que le protocole d'exécution des programmes est signé avec les Ministres techniques, une copie est réservée au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

Il en est de même quand une ONG appuie l'action d'une autre ONG. Une copie de l'accord tripartite entre l'ONG donatrice, l'ONG récipiendaire et le département ministériel concerné est réservée au Ministre chargé des Relations Extérieures et de la Coopération.

Enfin, le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération exige des ONG qu'elles fournissent, à la fin de chaque année, un rapport annuel des activités, ainsi qu'un programme/budget des interventions pour l'année suivante. Il se réserve en outre le droit de demander toute autre information ou renseignement de nature à favoriser le travail de coordination.

C'est ainsi que le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération cherchera par exemple à connaître l'origine des financements des ONG. Ceci permettra au Gouvernement de prévenir le recours des ONG aux ressources déjà allouées au Burundi par les organismes de coopération bilatérale ou multilatérale en vertu d'une Convention signée avec ces derniers. C'est seulement après consultation et approbation préalables du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération que les ONG pourront recourir à ces ressources.

B. RELATIONS AVEC LES MINISTÈRES TECHNIQUES

Toujours dans le souci d'assurer une coordination efficace, la loi du 23 juin 1999 prévoit au niveau des Ministères techniques, la mise sur pied d'une cellule de gestion des ONG qui sera en relation régulière avec le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

Aussi est-il logique que le représentant du Ministère qui centralise toutes les informations en provenance et à destination des ONG et des services gouvernementaux se retrouve à la tête du Comité Interministériel d'Évaluation. Et le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, se basant sur le rapport d'évaluation, pourra décider de la poursuite ou de l'arrêt de la coopération avec l'ONG concernée.

C. LE RÔLE CENTRAL DU BUREAU NATIONAL DE COORDINATION DES ONG

Par délégation, la coordination des ONG est gérée au quotidien par le Bureau National de Coordination des ONG étrangères. Ce bureau est un service rattaché au Cabinet du Ministre qui représente le Gouvernement auprès des ONG. Il est dirigé par un Coordinateur National ayant rang de Directeur Général.

Sa mission est de mettre en œuvre la teneur de la loi sur la coopération entre la République du Burundi et les ONG dans toutes les dispositions qui intéressent le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, y compris celles relatives au Comité Interministériel d'Évaluation.

Ainsi donc, le Bureau National de Coordination est à la fois l'interlocuteur des ONG et le centralisateur de leurs activités suivies par les différents Ministères techniques.

2. LE RÔLE DES AUTRES MINISTÈRES

Les ONG ont comme partenaires les Ministères concernés par leurs domaines d'intervention. Cependant, d'une manière générale, elles sont obligées de se référer dans des situations bien précises à trois Ministères, à savoir le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, le Ministère des Finances, ainsi que celui de la Défense.

a. LES MINISTÈRES TECHNIQUES

De commun accord avec les ONG, les Ministères techniques déterminent d'abord les zones et les domaines d'intervention en tenant compte des priorités du Gouvernement. Ils signent ensuite avec les ONG des protocoles d'exécution des programmes.

C'est sur la base de ces programmes préalablement définis que les Ministères techniques assurent le suivi des activités des ONG sur le terrain. Au sein de chaque Ministère, le travail de suivi est assuré par une cellule de gestion des ONG qui est tenue d'être en relation régulière avec le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération. Les Ministères techniques sont en outre représentés au Comité Interministériel chargé de l'Évaluation des activités des ONG.

b. LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Ce Ministère occupe une place relativement importante dans le mécanisme de gestion des ONG. Son rôle consiste d'abord à tenir le registre des ONG agréées. Celles-ci doivent se faire enregistrer dans un délai ne dépassant pas trente jours à dater du jour de leur agrément. Ensuite, son représentant au Comité Interministériel chargé de l'Évaluation en est d'office le Vice-Président. En outre sur le terrain, le suivi des activités des ONG est assuré, en plus des départements ministériels concernés, par l'autorité locale qui relève du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique.

Il intervient également dans la prévention des infractions dirigées contre le personnel expatrié, étant donné que c'est ce ministère qui exerce la tutelle administrative de la Police de Sécurité Publique (PSP).

C. LE MINISTÈRE DES FINANCES

Les ONG se réfèrent au Ministère des Finances pour tout ce qui touche aux impôts, droits et taxes sur les biens et les fonds des organisations. L'exonération des taxes sur les biens et les fonds nécessaires à l'exécution des programmes est obtenue avec l'autorisation conjointe du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération et du Ministère des Finances.

D. LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Les ONG entretiennent également des relations avec le Ministère de la Défense dans le domaine sécuritaire, à travers l'État Major de la Gendarmerie, qui supervise les services de sécurité que sont : le Bureau Spécial de Recherche (BSR) et la Police Spéciale de Roulage (PSR).

CHAPITRE 8 : PROBLEMES D'ORDRE JURIDIQUE ET DE SECURITE

1. LES PROBLEMES D'ORDRE JURIDIQUE

- 1.1. Les ONG travaillant au Burundi peuvent être confrontées à des problèmes pouvant mener à des actions judiciaires devant les tribunaux du pays. Le plus souvent, il s'agira de situations liées à la gestion du personnel national notamment dans les cas de résiliation de contrats de travail liés à une réduction de personnel ou bien liés à un renvoi pour faute. Des litiges peuvent également survenir en relation avec la signature de contrats entre une ONG et des prestataires de biens ou de services, comme par exemple un contrat de bail pour une résidence ou des bureaux, un contrat de fourniture d'équipement, un contrat de location de véhicule, etc. Une action en justice peut malheureusement s'avérer nécessaire dans le cas de vol affectant les biens d'une ONG. Dans certains cas, la responsabilité pénale du personnel national ou expatrié d'une ONG peut être mise en cause.

Une approche préventive permet bien souvent d'éviter ou de limiter les risques d'avoir à recourir à une action judiciaire- parfois longue et coûteuse- pour régler un conflit.

Il est donc indispensable d'avoir un avis juridique avant de signer un contrat quelconque et encore plus important de consulter un avocat avant de résilier un contrat, en particulier un contrat de travail. De même, il est fortement conseillé d'obtenir un avis juridique sur toute correspondance échangée en rapport avec un litige existant ou potentiel.

Dans tous les cas de vol, l'ONG victime a l'obligation de signaler l'incident à la Police (PJP). Le rapport de police sera également utile si l'ONG a souscrit une police d'assurance contre le vol. si l'ONG victime du vol décide de porter plainte contre une personne qu'elle suspecte, il faut savoir qu'il lui appartiendra alors de justifier son accusation, de trouver des témoins et des preuves, faire des déclarations écrites et peut-être d'avoir à témoigner devant l'accusé. Une fois encore, les conseils d'un avocat s'avèrent indispensables. Tout employé d'une ONG, y compris le personnel expatrié, est tenu de respecter les lois et règlements en vigueur au Burundi. Un manquement à cette obligation peut exposer un employé en infraction à des poursuites judiciaires, pouvant conduire à une incarcération.

Le personnel expatrié de l'ONG ne dispose d'aucune immunité spéciale- contrairement par exemple aux diplomates- mais peut comme tout citoyen burundais être défendu par un avocat de son choix. En cas d'incarcération, un employé expatrié d'une ONG peut également recevoir la visite d'un représentant de l'ambassade ou du consulat du pays dont il relève.

- 1.2. L'ordre judiciaire au Burundi. A titre d'information générale, il est utile de donner un bref aperçu de l'organisation et de la compétence judiciaire au Burundi.

L'ordre judiciaire au Burundi comporte, d'après la loi n°1/004 du 14 janvier 1987, deux sortes de juridictions :

- Les juridictions ordinaires :
 - Tribunaux de Résidence
 - Tribunaux de Grande Instance
 - Cours d'Appel
 - Cour Suprême
- Les juridictions spécialisées :
 - Tribunaux du Travail
 - Tribunaux de Commerce
 - Juridictions Administratives
 - Juridictions Militaires

Il existe un Tribunal de Résidence par commune, sauf pour Bujumbura Mairie qui en compte cinq.

Il existe un Tribunal de Grande Instance par Province. Le Tribunal de Grande Instance connaît les actions dont l'objet du litige excède 300.000 FBU et, sur le plan pénal, de toutes les infractions punissables de plus de deux ans de servitude pénale et/ou de 10.000 FBU d'amende.

Il existe trois Cours d'Appel (Bujumbura, Gitega, Ngozi) qui connaissent l'appel des jugements rendus par les tribunaux de Grande Instance, les Tribunaux du Travail et les Tribunaux de Commerce de leur ressort.

Il existe, enfin, une Cour Suprême, dont le siège est à Bujumbura, et qui est saisie pour tout ce qui concerne la forme et non le fond des affaires jugées par les Cours et Tribunaux (en cas de violation des formes prescrites par la loi dans la conduite d'une affaire par exemple).

En ce qui concerne les Tribunaux du Travail, il n'existe qu'un seul tribunal spécialisé, dont le siège est à Bujumbura. En Province, la compétence en matière de droit du travail est dévolue aux Tribunaux de Grande Instance. Il en va de même pour les Tribunaux de Commerce.

Le recours aux services d'un avocat permettra à toute ONG pouvant être impliquée dans une affaire judiciaire de mieux identifier le tribunal compétent et les procédures à suivre.

2. LES PROBLEMES D'ORDRE SECURITAIRE

- 2.1. Les membres du personnel d'une ONG, ou l'ONG elle-même, peuvent être obligés d'avoir recours au système judiciaire s'ils font l'objet de menaces, d'intimidations ou bien sont victimes de violences de quelque nature que ce soit.

Il n'est malheureusement pas rare que des menaces soient proférées à l'encontre d'ONG et de leur personnel. Le décalage énorme entre la richesse apparente des organismes internationaux en comparaison avec la pauvreté relative du Burundi, dans un environnement d'incertitude politique et économique, peut pousser des individus à agir de façon désespérée pour régler un conflit ou obtenir de l'argent. Les incidents peuvent aller des vols à main armée aux menaces de mort, en passant par l'intimidation modérée.

- 2.2. Une approche préventive est, une fois encore, recommandée, en s'assurant notamment que les comportements et pratiques de l'ONG et de son personnel (y compris expatrié) ne mènent pas à des réactions hostiles.
- 2.3. Il existe plusieurs fora et structures où les questions de sécurité sont abordées et auprès desquels des conseils peuvent être obtenus. Le RESO (Rassemblement, Echanges, Solutions entre ONG) et la cellule de sécurité des Nations Unies peuvent être consultés pour de plus amples informations.

Il est également bon de rappeler que les divers équipements de télécommunication utilisés par les ONG, et qui constituent un élément primordial pour tout ce qui touche à la sécurité, doivent faire l'objet d'une déclaration et d'un enregistrement auprès de l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT).

- 2.4. Tout incident sécuritaire doit être rapporté au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, aux autorités judiciaires compétentes et à la cellule de sécurité des Nations Unies. Dans le cas où l'ONG concernée souhaiterait déposer une plainte écrite, la procédure officielle est de saisir par écrit le poste de police le plus proche du lieu de l'incident, avec copie pour information au :

- Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération
- Ministre de la Justice
- Procureur Général de la République
- Procureur de la République de la Province (ou Mairie) du lieu de l'incident
- Le responsable du « poste de police le plus proche » du lieu où l'incident s'est produit, sera selon le cas le Commandant de District ou le Commandant de Brigade ou le Commissaire de Police Judiciaire des Parquets (P.J.P) ou le Commandant du Commissariat de la Sécurité Publique (P.S.P).

L'ONG ayant déposé une plainte écrite auprès des services compétents est en droit d'être tenue informée du développement et des résultats de l'enquête qui la concerne.

Et dans ce cadre, le Bureau National de Coordination des ONG suit attentivement l'évolution du dossier, en collaboration avec les Ministères ayant la sécurité dans leurs attributions (Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique et Ministère de la Défense Nationale), ainsi qu'avec les corps de police concernés et en fait rapport à toutes fins utiles au Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération.

A cette fin, l'ONG concernée doit suivre régulièrement le développement du dossier en instruction et tenir informé le Bureau National de Coordination qui pourra lui apporter toute l'assistance nécessaire pour le dénouement de l'affaire.

CHAPITRE 9 : CLOTURE DES ACTIVITES DES ONG

Il peut arriver qu'à la suite de problèmes de financement, de sécurité ou une décision du siège à l'étranger, une ONG internationale décide de cesser toute activité et de se retirer du pays. La notification officielle du retrait doit être préalablement faite au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

La clôture des activités par une ONG crée une situation que le pays doit gérer. Le Gouvernement est en permanence préoccupé par le devenir de l'action initiée par l'organisation.

Cette action pourrait en effet s'arrêter, du fait de l'absence d'un repreneur des activités. De même, lorsque l'ONG vend ou déménage la totalité des équipements et matériels utilisés dans les projets, la continuité de l'action initiée est arrêtée.

Ainsi, il s'avère nécessaire qu'une remise et reprise des activités se fasse en bonne et due forme. Pour cela il faut veiller à ce qu'à la clôture des activités, on ne se retrouve pas confronté à une absence de repreneur. Il faut s'assurer également que les équipements et matériels des projets restent à la disposition de l'institution chargée d'assurer la continuité des activités.

L'absence d'un repreneur signifierait que l'ONG étrangère qui clôture ses activités n'aurait pas bien préparé la relève pour la pérennité de ses projets. Cette situation est improbable, si les ONG suivent à la lettre la loi sur les ONG et respectent entièrement les engagements qu'elles prennent en signant la Convention de Coopération avec le Gouvernement.

En clair, elles s'engagent à coopérer avec les institutions nationales, les associations sans but lucratif et les collectivités locales, afin d'intégrer leurs activités dans les programmes en cours d'exécution ou d'élaboration.

La coopération se fait en associant prioritairement le personnel national dans la conception, l'élaboration, l'exécution et le suivi-évaluation des programmes d'activités.

Si l'ONG s'est conformée au prescrit de la loi, si elle a respecté les engagements qui viennent d'être rappelés, la relève sera assurée tant au niveau de l'institution qu'à celui du personnel formé et expérimenté. Cependant, tous les projets ne nécessitent pas une reprise par une ONG locale ou un service technique. C'est le cas de la reconstruction de l'habitat par exemple.

S'agissant des équipements et autres matériels utilisés dans les projets, leur sort doit être fixé à l'avance. Il revient au Bureau National de Coordination des ONG de demander à ces dernières d'établir catégorie par catégorie, la liste des équipements et matériels utilisés dans les projets. Ce faisant, les ONG veilleront à distinguer :

- Les biens-propiété des ONG qui sont des biens à réexporter ;
- Les biens-projets qui sont des biens à laisser à l'institution locale burundaise à la fin des projets ;
- Les biens-propiété des bailleurs de fonds.

L'ONG devra présenter une copie de l'accord passé avec ses bailleurs de Fonds.

Il doit être clair qu'à chaque acquisition d'un nouveau matériel, l'ONG réactualise la liste des équipements transmise au Bureau National de Coordination des ONG. C'est cette qui aidera le Bureau à contrôler la destination des équipements à la clôture des activités d'une ONG.

La liste des équipements ainsi que l'institution nationale, préalablement associée aux activités de l'ONG, apparaissent comme les deux éléments indispensables à une clôture des activités réussie.

Ainsi, au terme de sa mission, l'ONG remet, avec l'accord du Gouvernement, les activités qu'elle menait dans le cadre de ses projets ainsi que tous les biens et équipements y relatifs. Elle les remet à l'ONG locale qui était associée à son action. Si cette dernière n'est pas intéressée par les équipements, l'ONG les remet aux départements ministériels, aux collectivités locales ou aux associations sans but lucratif ayant la même mission et désignés par le Gouvernement.

Il va de soi que la remise et reprise se fait sous la supervision du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération. Le Bureau National de Coordination des ONG se charge de veiller à ce que l'opération se fasse dans la plus grande transparence.

LISTE DES ANNEXES

1. Adresses des ambassades du Burundi à l'étranger ;
2. Adresses des ambassades étrangères au Burundi ;
3. Adresses de certains services publics, d'urgence et de sécurité ;
4. Liste des avocats agréés ;
5. Loi n°1/11 du 23 juin 1999 portant modification du décret-loi n°1/033 du août 1990 portant cadre général de coopération entre la République du Burundi et les ONG étrangères ;
6. Convention-type de coopération entre la République du Burundi et les ONG étrangères ;
7. Ordonnance Ministérielle n°204.04/761/99 du 1^{er} décembre 1999 portant conditions, modalités d'agrément et procédures de mise à terme des activités d'un membre du personnel expatrié œuvrant dans les ONG étrangères au Burundi ;
8. Ordonnance Ministérielle n°204.04/762/99 du 1^{er} décembre 1999 précisant les conditions, les modalités et la procédure d'agrément ou de suspension d'une Organisation Non Gouvernementale (ONG) étrangère en République du Burundi ;
9. Ordonnance Ministérielle n°660/086/92 du 17 février 1992 portant réglementation de l'emploi des étrangers au Burundi.

ANNEXE 1

AMBASSADES DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A L'ETRANGER

PAYS	ADRESSES	TELEFAX
ALLEMAGNE	5307 WACHETE-BERG NIEDERBACHEIM DROSSELWEG 2 BONN	00.49.228.345032 Fax : 00.49.228.340148
ETATS-UNIS	2233 WISCONSIN AV. N.W.SUITE 212 WASHINGTON DC 20007 USA	00.1.202.3422574 00.1.202.4749885 Fax : 00.1.202.3422578
NATIONS-UNIES	336 EAST 45 TH STREET	00.1.212.499.0001 00.1.212.499.0002
NEW YORK	12 TH FLOOR NEW YORK 10017	00.1.212.499.0003 00.1.212.499.0004 Fax : 00.1.212.499.0006 TELEX : 023.768180
BELGIQUE	46, SQUARE MARIE LOUISE 1040 BRUXELLES	00.32.2.2304535 FAX : 00.32.2.2307883
CHINE	25, GUANG HUALI BEIJING	00.86.10.65321801 FAX : 00.86.10.65322381
ETHIOPIE	P.O. BOX 3641 ADDIS-ABEBA	00.251.1.65300 FAX : 00.251.1.650299
FRANCE	24, Rue RAYNOUARD 75016 PARIS	00.33.1.45206061 TELEX : 042645238 FAX : 00.33.1.45200254
TANZANIE	BOX 2752.PLOT N° 1007 LUGALO RD UPANGA EAST	00.255.222.1341777 SEC 00.255.744.264011 P.C. FAX : 00.255.222.121499
NATIONS-UNIES GENEVE	3, ADOLPHE BUTINI 1202 GENEVE-SUISSE	0041.22.7348000 FAX : 0041.22.7348005
LIBYE	B.P. 2012 TRIPOLI	00.218.21.4833647 FAX : 00.218.21.4839889
RUSSIE	OUSPENSKY PEREOULOK 7 MOSCOU	007.095.230.2564 FAX : 007.095.230.2009
RWANDA	B.P. 714 KIGALI	500250)072.75512 FAX : 072.76418
EGYPTE	27, RUE EL RYADH-MOHAN- DESSINE	00.202.3024302 FAX : 00.202.3441997
AFRIQUE DU SUD	1315 CHURCH STREET P.O. BOX 12914 0028 HAT FIELD PRETORIA	0027123424881 FAX : 0027123424885
CANADA	325, RUE DALHOUSIE OTTAWA, ONTARIO KIN Y G2 CANADA	001.613.7890414 001.613.2602407 FAX : 001.613.7899537 Email : AmbabuCanada@infonet.ca

ANNEXE 2

MISSIONS DIPLOMATIQUES ACCREDITEES AU BURUNDI

1. Ambassade de Belgique
Boulevard de la Liberté
Tél. 22 61 76 - 22 61 77
2. Ambassade de la République Populaire de Chine
Vugizo
Tél. 22 43 07
3. Ambassade de la République Arabe d'Egypte
Rue MUMIRWA/KININDO
Tél. 22 31 61
4. Ambassade des Etats-Unis d'Amérique
Avenue de la RDC (derrière BANCOBU)
Tél. 22 34 54
5. Ambassade de France
Boulevard de l'UPRONA
Tél. 222854-226464-226767
6. Nonciature Apostolique
Chaussée Prince Louis RWAGASORE
Tél. 222326
7. Ambassade de la République Rwandaise
Avenue de la RDC
Tél. 226865-223255
8. Ambassade de la Fédération de Russie
Boulevard de l'UPRONA
Tél. 226098
9. Ambassade de la République Démocratique du Congo
Avenue de la RDC
Tél. 226916
GSM 0925992
10. Représentation Spéciale du Secrétaire Général de l'ONU
Building OLD EAST
Tél. 212867
11. Délégation de la Commission Européenne
Avenue du 13 Octobre
Tél. 223426

12. Représentation Spéciale du Secrétaire Général de l’OUA
Avenue P. Ngendandumwe n° 13
Tél. 213540

CONSULATS HONORAIRES

1. Consulat de Danemark
Route Aéroport
Tél. 226099-226400
2. Consulat des Comores
Avenue Nicolas MAYUGI
Tél. 228879
3. Consulat de Grèce
Immeuble SOGERBU
Tél. 224617-223738
4. Consulat d’Espagne
Avenue d’Italie
Tél. 214793-211790
5. Consulat d’Italie
Boulevard de la Liberté
Tél. 226054-222978
6. Consulat de Suisse
Building OLD EAST
Tél. 225745
7. Consulat des Pays-Bas
Boulevard de l’UPRONA (N.A.H.V.)
Tél. 222358
8. Consulat du Sénégal
Avenue MOSSO
Tél. 229683
GSM 0923554
9. Consulat de la République de Corée
Boulevard de la Liberté
Tél. 219669-213141
10. Consulat de Roumanie
Avenue de France
Tél. 225241
11. Consulat du Malawi
Avenue du Port
Tél. 225351

12. Consulat de Chypre
BP. 289 Bujumbura
Tél. 222292

ANNEXE 3

ADRESSES DE CERTAINS SERVICES PUBLICS, D'URGENCE, ET DE SECURITE

CERTAINS MINISTERES ET SERVICES PUBLICS

Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération
BP 1840 Bujumbura
Tél. 217595-226433 Fax : 223970
Cabinet du Ministre Tél.

Bureau de coordination des ONG
Tél. secrétariat : 222653-223646
Tél. direct Coordinateur : 24 28 54
E-mail :BNCONG@cbinf.com

Ministère de la Santé Publique
BP. Bujumbura
Cabinet du Ministre : Tél. 229195

Inspecteur Général
Tél. 226604

Directeur Général
Tél. 222911

Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
BP : Bujumbura
Tél. : Fax :
Tél. Cabinet du Ministre : 224242

Directeur Général de l'Administration du Territoire
Tél. 222899

PAFE (Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers)
BP : 2090 Bujumbura
Tél. 225427-223287-223198
Fax : 226538-224436

Mairie de Bujumbura

1. Commissaire Principal, Conseiller du Maire chargé de la sécurité
Tél. 214121
GSM : 922982
2. Commandant du Groupement d'Intervention
Tél. : 213862
GSM : 910181

3. Commandant du District de Bujumbura

Tél. : 222860

GSM : 920116

4. Commandant du Commissariat de la PSP

Tél. : 221657

GSM : 920575

Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et Rapatriés

BP : Bujumbura

Tél. : 216303-227071

Fax :

Tél. : Cabinet du Ministre

Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction

BP : 224 Bujumbura

Tél. : 226420

Fax : 224193

Département de l'Inspection du Travail

BP : 1711 Bujumbura

Tél. : 223107-223519

Tribunal du travail

BP : 2166 Bujumbura

Tél. : 222057-223887

Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

BP : 492 Bujumbura

Tél. : 225019-226317

Fax : 225595

Ministère des Finances

BP : 1830 Bujumbura

Tél. : 222775-223988

Fax : 223827

Direction des Impôts

BP : 1830 Bujumbura

Tél. : 223267

Direction des Douanes

BP : 1830 Bujumbura

Tél. : 225847

Fax : 225931

Services d'urgence et de sécurité

Bureau Spécial de Recherche (BSR)

Tél. : 225125

Police Spécial de Roulage (PSR)
Tél. : 223777

Pompiers
Tél. : 223779

Cellule de sécurité des Nations Unies
Tél. : 212944

Hôpital Prince Régent Charles
Service d'urgence : Tél. : 214038

Centre Hospitalier et Universitaire Roi Khaled
Service d'urgence : Tél. : 231482

Médecins Sans Frontières/B-CH
Tél. : 214560 Bureau
228960 Domicile

ANNEXE 4

LISTE DES AVOCATS AGREES

I. GRAND TABLEAU			
NOMS	DATE D'INSCRIPTION	B.P.	TELEPHONES
1. NTIYANKUNDIYE Etienne	26/01/1967	1501	22 39 76
2. NZEYIMANA Laurent	20/12/1968	2583	22 68 46
3. NDIKUMANA Richard	03/01/1976	1225	22 29 80
4. BUKERA Joseph	30/12/1981	2434	22 23 77
5. BANZUBAZE Sylvestre	09/10/1982	3031	22 60 78
6. NIKOBAMYE Gaëtan	31/07/1986	-	-
7. NTAKIYICA Tharcisse	04/09/1986	582	22 38 71
8. BITOMAGIRA Etienne	04/09/1986	5260	22 81 10
9. BAPFUNYA Astère	01/09/1990	452	22 24 75
10. SEGATWA Fabien	21/09/1993	6024	21 33 49
11. NZEMBA Déogratias	18/11/1993	6010	22 29 02
12. GAHUNGU Raphaël	06/05/1994	630	22 88 54
13. BIRIHANYUMA Marc	13/01/1995	6115	22 66 34
14. MUBIRIGI Gédéon	31/03/1995	582	22 38 71
15. MUSIRIMU Espérance	08/09/1995	6010	21 29 02
16. KIYUKU Salvator	08/09/1995	335	21 65 24
17. NZEYIMANA Déogratias	20/09/1996	507	23 49 73
18. MUKWIJE Bernard	14/01/1997	292	21 97 13
19. NGENDAKUBWAYO J. Bosco	14/02/1997	2583	22 68 46
20. BANZUBANZE Prosper	08/09/1997	3031	21 36 54
21. SINARINZI Gabriel	31/10/1997	80	21 94 28
22. NIYOYANKANA Prosper	31/10/1997	7033	23 61 67
23. NZOBANDORA Antoine	29/05/1998	507	23 49 73
24. MABUSHI Augustin	11/06/1998	1972	21 74 75
25. KABAYABAYA Onésime	11/06/1998	6834	21 77 21
26. NDIKUMASABO Etienne	11/06/1998	365	21 65 24
27. NGIYE Audace	20/09/1998	652	24 13 44
28. BARANKITSE Thomas	18/12/1998	2356	24 13 03
29. NDUWAYO Caritas	18/12/1998	2686	24 12 85
30. HABONIMANA Guido	18/12/1998	364	24 13 44
31. MBARIRENDE Léopold	18/12/1998	335	24 11 30
32. MPFANUGUHORA Nestor	18/12/1998	-	21 78 04
33. NAHAYO Diomède	22/10/1999	2258	24 25 09
34. NAHIMANA Simon	22/10/1999	1489	22 88 70
35. BIGIRIMANA J. Bosco	22/10/1999	-	22 88 54
36. NDAYISHIMIYE Herman	22/10/1999	-	24 12 83
37. NDIKUMANA Déogratias	02/06/2000	2583	22 68 46
38. NTIBANGANA Jocelyne MABUSHI	02/06/2000	1972	21 74 75
39. NDAYISENGA Lucien	10/11/2000	-	-
40. RUFYIKIRI Isidore	10/11/2000	-	-
41. NDAYIKUNDA Suzanne	10/11/2000	-	-

42. MIBURO Anatole	10/11/2000	-	-
43. KANYONGA Caritas	10/11/2000	-	-
44. NISUBIRE Virginie	28/12/2000	-	-
45. NIRERA Jeanne d'Arc	28/12/2000	-	-
46. KANYAMUNEZA Ingrid	28/12/2000	-	-
47. KABAYABAYA Avite	15/03/2001	6834	21 74 37
48. NKERABIRORI Elisa	13/03/2001	6439	24 13 30
49. YAMUREMYE Prime	15/03/2001	-	-
50. KAMIKAZI Christine	15/03/2001	-	-
51. NIBIGIRA Clotilde	15/03/2001	-	-
52. NDAYISENGA Paula-Nathalie	15/03/2001	-	-

II. PETIT TABLEAU			
NOMS	DATE D'INSCRIPTION	B.P.	TELEPHONES
1. SINDAYIGAYA J.Bosco	06/06/1987	507	22 42 99
2. NDIKUMANA Pacelli	31/10/1997	714	21 92 61
3. NYANKIYE Didace	31/10/1997	452	22 67 41
4. NYAMOYA François	29/05/1998	2085	22 20 96
5. NYAMWANA Léonidas	22/10/1999	-	21 52 68
6. MAROHA Damien	22/10/1999	6045	23 43 03
7. NIMUBONA Claude	22/10/1999	1591	24 24 32
8. NDIKUMANA Didace	22/10/1999	1435	23 49 83
9. HAVYARIMANA Sistor	02/06/2000	-	-
10. RURAGARAGAZA Désiré	02/06/2000	-	24 23 71
11. NIJIMBERE Aline	02/06/2000	6551	21 78 04
12. NDAYISHIMIYE Pontien	02/06/2000	-	-
13. BARICAKO Vénérand	10/11/2000	-	-
14. NUKURI Jimmy-Abel	10/11/2000	-	-
15. RUBEYA Willy	10/11/2000	-	-
16. SIRYUYUMUSI Pacifique	10/11/2000	-	-
17. HABONIMANA Léandre	15/03/2001	-	-

ANNEXE 5

LOI N° 1/011 DU 23 JUIN 1999, PORTANT MODIFICATION DU DECRET-LOI N° 1/033 PORTANT CADRE GENERAL DE COOPERATION ENTRE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ET LES ONG ETRANGERES

**REPUBLIQUE DU BURUNDI
CABINET DU PRESIDENT**

LOI N° 1/011 DU 23 JUIN 1999 PORTANT MODIFICATION DU DECRET-LOI N° 1/033 DU 22 AOUT 1990 PORTANT CADRE GENERAL DE COOPERATION ENTRE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ET LES ONG ETRANGERES.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'Acte Constitutionnel de Transition de la République du Burundi ;

Revu le Décret-Loi n° 1/033 du 22 août 1990 portant cadre général de coopération entre la République du Burundi et les ONG étrangères tel que modifié à ce jour ;

Considérant la volonté du Gouvernement de promouvoir une coopération fructueuse avec tous les partenaires du Développement ;

Reconnaissant la nécessité d'assurer la coordination des interventions des ONG au Burundi ;

Ayant à l'esprit que la coopération avec les ONG nécessite un cadre structuré et bien intégré dans les priorités et stratégies arrêtées par le Gouvernement en matière de développement économique, social et culturel ;

S'inspirant des principes généraux, normes et usages internationaux en matière de coopération ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale ayant adopté ;

PROMULGUE :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Aux termes de la présente loi, le concept d'organisation non gouvernementale (ONG) doit s'entendre comme étant une institution sans but lucratif créée par une initiative privée à l'exclusion de tout accord intergouvernemental, regroupant des personnes physiques ou morales privées ou publiques, de droit étranger et ayant son siège principal à l'étranger, pouvant être de nationalités diverses et dont les finalités poursuivies couvrent des domaines aussi vastes que variés.

- Article 2 : Les ONG étrangères qui désirent s'implanter au Burundi s'engagent à promouvoir et à encourager des actions de développement économique, social, culturel ou d'assistance humanitaire. L'exercice de toute activité est subordonné à la démarche et à l'obtention de l'agrément auprès du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.
- Article 3 : La procédure, les conditions et les modalités d'agrément ou de suspension sont fixées par une ordonnance du Ministre ayant les Relations Extérieures et la Coopération dans ses attributions.
- Article 4 : Les activités et programmes des ONG qui veulent travailler au Burundi doivent être compatibles avec la loi burundaise et s'inscrire dans les priorités du Gouvernement.
- Article 5 : L'assistance fournie par les ONG peut être sous forme d'aide financière, matérielle, technique par un personnel qualifié et expérimenté.

CHAPITRE II : DES OBLIGATIONS DES ONG

- Article 6 : Aucune ONG ne peut obtenir l'agrément si elle ne justifie d'une capacité technique, matérielle et financière pour les programmes soumis au gouvernement.
- Article 7 : Avant d'être opérationnelle sur terrain, les ONG agréées doivent se faire enregistrer auprès du Ministère ayant l'administration du territoire dans ses attributions dans un délai ne dépassant pas trente jours à dater du jour de leur agrément.
- Article 8 : Les ONG signent obligatoirement des protocoles d'exécution des programmes avec les départements ministériels et/ou les partenaires locaux concernés le cas échéant. Une copie du (des) protocole (s) est réservée au Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération qui assure la coordination des ONG conformément à l'article 29 de la présente loi.
- Article 9 : Les ONG agréées ne peuvent pas recourir aux ressources financières déjà allouées au Burundi par les organismes de coopération bilatérale ou multilatérale en vertu d'une convention entre ces derniers et le gouvernement du Burundi sans consultation et approbation préalables du Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération.
- Article 10 : Les ONG s'engagent à coopérer notamment avec les institutions nationales, les associations sans but lucratif et les collectivités locales concernées en associant prioritairement le personnel national dans la conception, l'élaboration, l'exécution, le suivi-évaluation des programmes d'activités.

Toutefois une ONG peut appuyer l'action d'une autre ONG moyennant l'accord et l'approbation du département ministériel concerné. Dans ce cas, l'ONG donatrice devra signer un accord tripartite-ONG récipiendaire-département ministériel concerné.

- Article 11 : Une copie de l'accord tripartite dont il est fait mention à l'article précédent doit être réservée au Ministre chargé des Relations Extérieures et de la Coopération.
- Article 12 : Les ONG doivent disposer et maintenir des comptes complets et précis sur leurs avoirs, revenus et dépenses en conformité avec les pratiques usuelles comptables. Le Gouvernement peut à n'importe quel moment revoir et vérifier et/ou faire en sorte que leurs gestions financières et générales soient revues et/ou vérifiées.
- Article 13 : Les ONG doivent respecter la réglementation bancaire en vigueur notamment en matière de change. Toutes les transactions financières des ONG s'effectuent à travers un compte convertible ouvert dans l'une des banques agréées en République du Burundi.
- Article 14 : Les ONG et leur personnel expatrié s'engagent à travailler conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Burundi, à respecter la coutume et la culture nationale en évitant tout comportement qui irait à l'encontre de celles-ci.
- Article 15 : Tout engagement du personnel expatrié par une ONG est subordonné à la demande et à l'obtention de son agrément. Les conditions et les modalités de son agrément sont précisées par une ordonnance du Ministre ayant les Relations Extérieures et la Coopération dans ses attributions.
- Article 16 : En cas de préjudice (s) causé (s) à un ou des tiers au Burundi par un ou ses employés expatriés individuellement ou solidairement l'ONG s'engage à le (s) réparer en son/leur lieu et place.
- Article 17 : Sans préjudice des dispositions de l'article précédent le Gouvernement se réserve la latitude de poursuivre pénalement le ou les personnel (s) expatrié (s) individuellement ou solidairement pour le (s) préjudice (s) causé (s) à un ou des tiers au Burundi.
- Article 18 : Les ONG s'engagent à respecter les lois et règlements en vigueur en matière de travail notamment en ce qui concerne la procédure de recrutement du personnel local burundais ou étranger et celle ayant trait à la sécurité sociale. Le recrutement devra respecter les critères de compétence et d'équité et éviter toute forme de discrimination. A compétence égale, priorité est accordée aux nationaux. Ces travailleurs devraient avoir un contrat de travail.

- Article 19 : Les ONG agréées doivent être opérationnelles endéans 3 mois à compter du jour de leur agrément. Passé ce délai, leur agrément devient caduc.
- Article 20 : L'ONG s'engage à fournir au Gouvernement un rapport annuel sur ses activités, un programme/budget de ses interventions pour l'année suivante ainsi que toute autre formation ou renseignements exigés par l'administration.
- Article 21 : Les ONG s'engagent à respecter les domaines et les zones d'interventions arrêtées de commun accord avec le Gouvernement.
- Article 22 : A l'expiration des programmes et/ou des projets ou en cas de retrait de l'ONG, elle s'engage à remettre au (x) département (s) ministériel (s), aux collectivités locales ou aux ASBL ayant la même mission, désignés par le Gouvernement, les activités qu'elles menaient dans le cadre des programmes et/ou projet, ainsi que tous les biens et équipements y relatifs.

CHAPITRE III : DES ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT

- Article 23 : Le Gouvernement s'engage à admettre sur le territoire, le personnel étranger de l'organisation ainsi que les membres de sa famille et leurs biens personnels sous réserve de dispositions légales sur l'administration et le séjour des étrangers au Burundi ainsi que celles régissant le domaine du travail des expatriés.
- Article 24 : Le Gouvernement pourra accorder l'exonération d'impôts, droits et taxes sur les biens et fonds de l'organisation, nécessaires à l'exécution des programmes soumis au Gouvernement conformément à l'article 6, importés ou acquis au Burundi avec l'autorisation conjointe du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération et du Ministère des Finances.
- Article 25 : Les effets personnels de déménagement et de première installation appartenant au personnel expatrié de l'organisation seront également exonérés à condition qu'ils soient importés dans les six mois suivant l'arrivée au Burundi de l'ayant droit.
- Article 26 : Les biens d'équipement non réexportés et vendus à des personnes physiques ou morales ne bénéficiant pas du droit d'exonération, seront dédouanés par ces dernières.

CHAPITRE IV : DE L'ORIENTATION, LA COORDINATION ET DU SUIVI-EVALUATION

- Article 27 : Les zones et les domaines d'intervention des ONG sont déterminés de commun accord par les ONG et les département ministériels concernés en tenant compte des priorités du Gouvernement. L'orientation doit s'assurer d'une couverture géographique équitable.

- Article 28 : La coordination des activités des ONG est assurée par le Ministre ayant les Relations Extérieures et la Coopération dans ses attributions. Les Ministères bénéficiaires des interventions des ONG devront mettre sur pied une cellule de gestion des ONG qui sera en relation régulière avec le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.
- Article 29 : Le suivi des activités des ONG sur le terrain est assuré par les départements ministériels concernés et par l'autorité locale.
- Article 30 : L'évaluation des activités des ONG est assurée par un Comité Interministériel chargé de l'Evaluation (CIE).
- Article 31 : Le Comité Interministériel chargé de l'Evaluation est composé comme suit :
1. Un Président : Le représentant du Ministre ayant les Relations Extérieures et la Coopération dans ses attributions.
 2. Un Vice-Président : Le représentant du Ministre ayant l'intérieur dans ses attributions
 3. Membres :
 - Le (s) Représentant (s) de (s) Ministre (s) ayant dans leur (s) attribution (s) le (s) département (s) ministériel (s) concerné(s).
 - Le Représentant du Ministre ayant la Planification du Développement dans ses attributions.
 - Le Représentant du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.
 - Le Représentant du Ministre de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés.
- Article 32 : Les modalités de fonctionnement du Comité Interministériel chargé de l'Evaluation (CIE) sont déterminées par le règlement d'ordre intérieur du CIE.
- Article 33 : Le CIE peut faire recours à toute personne dont les compétences et/ou l'expertise sont jugées nécessaires au travail d'évaluation, effectuer des descentes sur terrain, exiger des ONG tout document ou toute (s) information (s) jugée (s) utile (s).
- Article 34 : Sur base du rapport de l'évaluation d'une ONG, le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération peut décider de la poursuite ou de l'arrêt de la Coopération avec l'ONG concernée.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS FINALES

- Article 35 : Le Gouvernement et l'ONG coopèrent dans la poursuite en justice de quiconque portera atteinte aux intérêts du (des) projet (s) initié (s) et/ou assisté (s) par l'ONG.
- Article 36 : Toutes les ONG agréées doivent harmoniser leurs accords signés avec le Gouvernement avec la présente loi dans un délai de 3 mois à dater du jour de sa promulgation.
- Article 37 : Pour le règlement des cas non prévus par la présente loi, le Gouvernement du Burundi se référera à la législation burundaise ainsi qu'aux normes et usages internationaux.
- Article 38 : Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.
- Article 39 : Le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération est chargé de l'exécution de la présente loi qui entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Bujumbura, le 23 juin 1999

Pierre BUYOYA,

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.-

**VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,
LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX,
Thérance SINUNGURUZA.-**

ANNEXE 6

CONVENTION-TYPE

CONVENTION GENERALE DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ET L'ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE (HUMANITAIRE)

Le Gouvernement de la République du Burundi, ci-après dénommé « Le Gouvernement », représenté par le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, d'une part et l'Organisation Non-Gouvernementale ci-après dénommée (Nom + adresse du siège (central) représentée par son Représentant Légal au Burundi d'autre part :

Soucieux de promouvoir et d'encourager des actions de coopération en matière de développement économique, social et/ou culturel en faveur de la population burundaise ;

Considérant que cette coopération nécessite un cadre légal précisant notamment les engagements des parties ;

CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

I. DES ENGAGEMENTS DE (NOM DE L'ONG)

Article 1 : (Nom de l'ONG) s'engage à se faire enregistrer au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique qui assure la coordination des activités des ONG particulièrement au niveau provincial.

Article 2 : (Nom de l'ONG) s'engage à signer un protocole d'exécution de son programme avec le (s) Ministère (s) technique (s) dont relèvent ses domaines d'intervention.

Article 3 : (Nom de l'ONG) s'engage à mener au Burundi des activités compatibles avec les lois burundaises, s'inscrivant dans les priorités du Gouvernement et répondant aux besoins des populations bénéficiaires.

Article 4 : (Nom de l'ONG) s'engage à promouvoir des activités d'encouragement au développement économique, social et/ou culturel du Burundi là où le besoin se fait sentir, à y soutenir des programmes de développement dont l'objectif est l'amélioration du niveau de vie des populations, notamment dans les domaines de l'adduction d'eau et sanitation, de la promotion de l'éducation à la santé, de la réhabilitation des infrastructures sociales (écoles, centres de santé, la formation nutritionnelle, etc.).

Article 5 : (Nom de l'ONG) s'engage également, dans la mesure de ses possibilités, à participer au programme d'assistance humanitaire du Burundi.

- Article 6 : (Nom de l'ONG) s'engage à contribuer à l'effort de reconstruction, de réhabilitation nationale ainsi que dans la réinsertion professionnelle des populations bénéficiaires.
- Article 7 : L'assistance fournie par (Nom de l'ONG) peut être accordée sous forme d'aide financière, matérielle, ou de conseils techniques par un personnel qualifié et expérimenté.
- Article 8 : (Nom de l'ONG) s'engage à coopérer avec les autorités et les organismes appropriés afin de coordonner ses propres activités avec tout programme prévu ou existant. Il s'engage notamment à coopérer avec les institutions nationales, les Associations Sans But Lucratif burundaises, ainsi qu'avec les Collectivités Locales concernées.
- Article 9 : (Nom de l'ONG) s'engage à soumettre au Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération et au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique une copie du rapport annuel de ses activités ainsi que son programme et son budget prévisionnel pour l'année suivante. Elle devra transmettre l'original de son rapport au Ministère technique de son ressort.
- Article 10 : (Nom de l'ONG) s'engage à coopérer avec le Gouvernement du Burundi pour déterminer les zones et les domaines d'intervention en tenant compte des priorités nationales.
- Article 11 : (Nom de l'ONG) s'engage à ne pas recourir aux ressources financières déjà allouées au Burundi par les Organismes de coopération bilatérale ou multilatérale en vertu d'une convention entre ces derniers et le Gouvernement du Burundi sans consultation et approbation préalable de l'autorité gouvernementale appropriée.
- Article 12 : (Nom de l'ONG) s'engage à respecter la réglementation bancaire en vigueur notamment en matière de change. Toutes les transactions financières des ONG s'effectuent à travers un compte convertible ouvert dans l'une des banques agréées en République du Burundi.
- Article 13 : (Nom de l'ONG) s'engage à établir des comptes de ses avoirs, revenus et dépenses conformément aux pratiques comptables usuelles.

Le Gouvernement pourra, à n'importe quel moment revoir, vérifier la gestion des comptes visés à l'alinéa précédent et/ou faire en sorte que leurs gestions financières générales soient revues et/ou vérifiées.

- Article 14 : (Nom de l'ONG) s'engage à respecter la législation du travail notamment en ce qui concerne la procédure de recrutement du personnel local burundais ou étranger et celle ayant trait à la sécurité sociale.

Le recrutement doit respecter les critères de compétence et d'équité et éviter toute forme de discrimination. A compétence égale, priorité sera accordée aux nationaux.

Article 15 : (Nom de l'ONG) s'engage à ce que son personnel expatrié travaille conformément aux lois et règlements en vigueur au Burundi, à respecter la culture nationale en évitant tout comportement qui irait à l'encontre de celle-ci.

Article 16 : (Nom de l'ONG) s'engage à introduire la demande et à obtenir l'agrément de son personnel expatrié auprès du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération préalablement à l'arrivée de celui-ci au Burundi.

Article 17 : (Nom de l'ONG) s'engage, au terme de ses activités à remettre, avec l'accord du Gouvernement, le matériel et l'équipement y relatifs à une ONG locale partenaire avec (Nom de l'ONG). Si l'ONG n'est pas intéressée par le matériel ou l'équipement ci-dessus, (Nom de l'ONG) les remettra aux départements ou collectivités locales désignés par le Gouvernement.

II. DES ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI

Article 18 : Le Gouvernement s'engage à admettre sur son territoire le personnel étranger de (Nom de l'ONG) ainsi que les membres de leurs familles sous réserve des dispositions réglementaires sur l'admission et le séjour des étrangers au Burundi ainsi que celles régissant le domaine du travail des expatriés. Les visas pour les personnes visées ci-haut seront délivrés gratuitement.

Article 19 : Le Gouvernement pourra accorder l'exonération d'impôts, droits et taxes sur les biens et les fonds de (Nom de l'ONG) nécessaires à l'exécution des programmes soumis au Gouvernement, importés ou acquis au Burundi avec l'autorisation conjointe du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération et du Ministère des Finances.

Article 20 : Le Gouvernement pourra accorder des exonérations sur les effets personnels de déménagement appartenant aux personnels expatriés à condition qu'ils soient importés dans les six mois suivant leur arrivée au Burundi.

Article 21 : Le Gouvernement pourra autoriser au personnel de (Nom de l'ONG) d'amener au Burundi des sommes raisonnables en devises pour usage personnel à condition d'ouvrir un compte convertible et de se conformer aux règlements en la matière en vigueur au Burundi.

III. DES DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

- Article 22 : Le Gouvernement pourra indiquer au (Nom de l'ONG) les zones d'intervention et les domaines prioritaires, ainsi que le périmètre d'extension de ses activités, le choix final étant arrêté d'un commun accord.
- Article 23 : Les biens d'équipement non réexportés et vendus à des personnes physiques ou morales ne bénéficiant pas du droit d'exonération seront dédouanés par ces dernières.
- Article 24 : Des accords particuliers ou complémentaires pourront être à tout moment conclus conformément à la présente convention dès lors que les deux parties en auront convenu.
- Article 25 : Le suivi des activités de (Nom de l'ONG) sur terrain est assuré par les départements concernés et par l'administration locale.
- Article 26 : L'évaluation des activités de (Nom de l'ONG) sera assurée par un Comité Interministériel présidé par le Représentant du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération et composé de Représentants des Ministères de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, technique concerné, de la Planification du Développement et de la Reconstruction, des Finances, de la Réinsertion, la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés.
- Article 27 : (Nom de l'ONG) s'engage à se soumettre à la décision du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, prise sur base du rapport d'évaluation établi par le Comité Interministériel chargé de l'Evaluation.
- Article 28 : Le Gouvernement et (Nom de l'ONG) s'engagent à coopérer pour poursuivre en justice quiconque portera atteinte aux intérêts des projets initiés et/ou assistés par (Nom de l'ONG).
- Article 29 : Les deux Parties s'engagent à s'informer mutuellement des violations éventuelles des dispositions de la présente convention. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente convention les parties déclarent s'en rapporter à la législation burundaise ainsi qu'aux normes et usages internationaux en la matière.
- Article 30 : La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et est valable pour une durée de cinq ans ; renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de même durée, à moins que l'une des parties contractantes ne notifie à l'autre, au moins trois mois avant l'expiration de la période en cours, son intention d'y mettre fin.

Article 31 : La présente convention peut être résiliée avant expiration de la période mentionnée à l'article précédent par l'une ou l'autre des parties moyennant, au moins, un préavis écrit de trois mois.

Bujumbura, le...../...../.....

POUR L'ONG

LE MINISTRE DES RELATIONS
EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION

LE CHEF DE MISSION

Séverin NTAHOMVUKIYE

ANNEXE 7

ORDONNANCE MINISTERIELLE N°204.04/761/99 DU 1^{ER} DECEMBRE 1999 PORTANT CONDITIONS, MODALITES D'AGREMENT ET PROCEDURES DE MISE A TERMES DES ACTIVITES D 'UN MEMBRE DU PERSONNEL EXPATRIE ŒUVRANT DANS LES ONG ETRANGERES AU BURUNDI.

Le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération,

Vu l'Acte Constitutionnel de Transition spécialement en son article 91 ;

Vu la loi n°1/011 du 23 juin 1999 portant modification du Décret-loi n°1/033 du 22 août 1990 portant cadre général de coopération entre la République du Burundi et les ONG étrangères spécialement en son article 15 ;

ORDONNE :

Article 1 : Tout engagement du personnel expatrié par une ONG étrangère est subordonné à la demande et à l'obtention d'un agrément auprès du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

Article 2 : Aux termes de la présente ordonnance, le personnel expatrié doit d'entendre comme étant un personnel ayant la nationalité autre que burundaise recruté à l'étranger par les ONG étrangères agréées en République du Burundi.

Article 3 : Les conditions et les modalités d'agrément du personnel expatrié à un poste autre que celui de Représentant Légal sont les suivantes :

1. Posséder les qualifications techniques requises pour l'emploi vacant ;
2. Etre âgé de 24 ans au moins et 60 ans au plus ;
3. Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le secteur concerné ;
4. N'avoir pas été expulsé du Burundi ;
5. Etre de bonne conduite et d'une moralité irréprochable ;
6. Accepter de se conformer aux lois et règlements du droit positif burundais ;
7. La demande doit être introduite par le Représentant Légal à partir du siège de l'organisation concernée à l'étranger.

Article 4 : La candidature d'un expatrié au poste de Représentant Légal d'une ONG étrangère est soumise aux conditions suivantes :

1. Etre âgé d'au moins 30 ans et 60 ans au plus ;
2. Etre titulaire d'au moins un diplôme de licence ou équivalent,
3. Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

Si le candidat au poste de Représentant Légal est de nationalité burundaise, les conditions prévues à l'alinéa précédent lui sont mutatis mutandis appliquées.

Article 5 : Toute personne travaillant dans une ONG étrangère agréée et dont le mandat vient à expiration et non renouvelé par celle-ci ne peut être recrutée par une autre ONG étrangère agréée au Burundi que si l'intéressé quitte le pays et que la demande de son agrément soit introduite par le Représentant Légal à partir du siège de l'organisation à l'étranger.

Article 6 : Tout changement de poste des expatriés à l'intérieur des ONG étrangères agréées est subordonné à l'agrément du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération. La demande est introduite par le siège principal de l'ONG intéressée à l'étranger.

Article 7 : Le renouvellement ou la prolongation des contrats du personnel expatrié dont le mandat a expiré est soumis à la demande et à l'obtention d'un agrément du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération et moyennant un avenant au contrat initial établi par le siège de l'organisation à l'étranger.

La requête d'agrément doit émaner du siège principal de l'organisation intéressée à l'étranger.

Article 8 : La mise à terme anticipée des activités d'un membre du personnel expatrié peut-être prise par le Ministre des Relations extérieures et de la Coopération sur base d'un rapport circonstancié du Comité Interministériel chargé de l'Evaluation (CIE).

L'ordonnance d'expulsion de « l'incriminé » sera prise par le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique saisi par le Ministre ayant les Relations Extérieures et la Coopération dans ses attributions.

Article 9 : La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 1^{er} décembre 1999

Séverin NTAHOMVUKIYE

ANNEXE 8

ORDONNANCE MINISTERIELLE N°204.04/762/99 DU 1^{ER} DECEMBRE 1999 PRECISANT LES CONDITIONS, LES MODALITES ET LA PROCEDURE D'AGREMENT OU DE SUSPENSION D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE (ONG) ETRANGERE EN REPUBLIQUE DU BURUNDI.

Le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération,

Vu l'Acte Constitutionnel de Transition spécialement en son article 91 ;

Vu la loi n°1/011 du 23 juin 1999 portant modification du Décret-loi n°1/033 du 22 août 1990 portant cadre général de coopération entre la République du Burundi et les ONG étrangères spécialement en son article 3 ;

ORDONNE :

Article 1 : Toute organisation non gouvernementale (ONG) étrangère désireuse de s'implanter au Burundi doit demander et obtenir l'acte d'agrément auprès du Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

Article 2 : Les conditions, les modalités et la procédure d'agrément sont les suivantes :

1. La production des statuts de l'organisation non gouvernementale requérante ;
2. La présentation d'un document prouvant que l'organisation non gouvernementale intéressée est agréée dans le pays d'origine ;
3. La production de l'original du mandat par le demandeur signé en bonne et due forme par le Représentant Légal de son organisation au siège de celle-ci ;
4. La présentation du projet du programme à réaliser au Burundi ;
5. La présentation du projet de budget à affecter à l'exécution du programme de ses activités ;
6. L'extrait bancaire attestant la libération de la première tranche du budget sur un compte convertible ouvert dans une banque agréée en République du Burundi ;
7. La fourniture de renseignements généraux sur l'organisation concernée (les réalisations dans d'autres pays, les publications, etc.) ;

8. L'introduction d'une lettre adressée à Son Excellence le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération transmettant le dossier constitué des documents prévus aux points 1 à 7 du présent article.

Article 3 : La suspension des activités d'une ONG agréée est décidée par le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération sur rapport du Comité Interministériel chargé de l'Evaluation (CIE) prévu à l'article 31 de la loi.

Article 4 : La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 1^{er} décembre 1999

Séverin NTAHOMVUKIYE

ANNEXE 9

ORDONNANCE MINISTERIELLE N°660/086/92 DU 17 FEVRIER 1992 PORTANT REGLEMENTATION DE L'EMPLOI DES ETRANGERS AU BURUNDI

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Vu le Décret-loi n°1/031 du 24 octobre 1988 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire ;

Vu l'arrêté loi n°001/31 du 2 juin 1966, tel que modifié à ce jour, portant promulgation du code du Travail, spécialement en son article 3 ;

Vu le Décret-loi n°1/21 du 26 juillet 1988 portant modification de l'article 160 du Code du Travail et abrogation du Décret Présidentiel n°100/82 du 25 septembre 1978 portant protection de la main d'œuvre nationale dans le secteur privé ;

Revu l'Ordonnance Ministérielle n°650/231/88 du 29 juillet 1988 portant réglementation de l'emploi des étrangers au Burundi ;

Après avis du Conseil National du Travail ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

ORDONNE :

CHAPITRE I : DISPOSITION GENERALE

Article 1 : Sous réserve des dispositions contraires d'un accord ou convention passé par le Gouvernement du Burundi, aucun étranger ne peut exercer une activité salariée, sans être en possession d'un permis de travail.

CHAPITRE II : DE L'OCTROI DU PERMIS DE TRAVAIL

Article 2 : Le permis de travail est octroyé par la Commission d'Orientation créée par l'Ordonnance Ministérielle n°660/161 du 3 juin 1991. Il est délivré par le Directeur de l'Inspection du Travail.
Ce permis est nominatif.

Article 3 : Pour l'étranger résident, le permis est délivré sur sa demande. Pour le non résident, la demande est formulée par son futur employeur. Le demandeur du permis de travail devra fournir les documents suivants :

- Une lettre de demande ;
- La carte d'identité pour l'étranger non résident et la carte d'identité pour étranger en ce qui concerne l'étranger résident ;
- Le diplôme ou certificat ;
- Deux photos passeport ;
- Un curriculum vitae.

Article 4 : La Commission d'Orientation délivre des permis de travail :

- De 2 ans pour les étrangers possédant une technicité particulière ;
- De 5 ans pour les réfugiés et apatrides reconnus comme tels par les services compétents en la matière et les étrangers résidant au Burundi depuis au moins 20 ans ;
- Permanent pour les étrangers nés au Burundi et y demeurant ainsi que les conjoints de citoyens burundais résidant au Burundi et ayant gardé leur nationalité d'origine.

Le permis de travail permanent est également délivré à l'investisseur étranger ou son représentant, dont la présence au Burundi est justifiée par le souci de suivre la gestion de ses capitaux.

Article 5 : Le travailleur étranger est tenu de faire renouveler le permis de travail un mois avant son expiration.

Article 6 : La Commission d'Orientation peut exiger de l'employeur certaines conditions pour prolonger les permis de travail des travailleurs étrangers, notamment la formation des homologues nationaux.

Article 7 : Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à la résiliation du contrat de travail, la Commission peut retirer le permis de travail de l'étranger, s'il ne réunit plus les conditions qui ont motivé l'octroi du permis.

Article 8 : Les travailleurs étrangers n'ayant pas le statut de diplomates accrédités au Burundi œuvrant dans les missions diplomatiques et consulaires ainsi que les organisations internationales sont soumis aux mêmes règles que tous les travailleurs étrangers. Sont également concernés par les présentes dispositions les travailleurs de la Coopération technique non visés par l'article 1 de la présente Ordonnance.

Article 9 : Les demandes de permis de travail ainsi que leur renouvellement doivent être faits sur les formulaires conçus à cet effet par les services compétents du Ministère ayant le travail dans ses attributions.

Article 10 : Les décisions de la Commission d'Orientation sont susceptibles de recours auprès du Ministre. Le recours doit être introduit dans les 15 jours qui suivent la notification de la décision. Le recours suspend les effets de la décision de la Commission.

CHAPITRE III : DE L'EMBAUCHE DES TRAVAILLEURS ETRANGERS

Article 11 : Tout employeur ayant embauché un travailleur étranger est tenu de faire enregistrer et viser le contrat de travail au Département de l'Inspection du Travail dans un délai n'excédant pas huit jours.

Article 12 : L'employeur qui recourt à l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère est tenu au paiement d'une taxe calculée sur la base de 3% du salaire annuel brut du travailleur concerné.

Cette taxe est payée annuellement à partir de la date du visa du contrat de travail. Elle n'est pas remboursable par le travailleur.

Article 13 : La main-d'œuvre étrangère ne peut dépasser un cinquième des salariés de l'entreprise par catégorie professionnelle. La proportion minimale de quatre cinquième des nationaux pourra être abaissée en considération des conditions spéciales de chaque entreprise après que la Commission d'Orientation aura dûment constaté l'insuffisance de burundais dans la ou les qualifications considérées.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 14 : Les permis de travail des travailleurs étrangers délivrés avant l'entrée en vigueur de la présente Ordonnance restent valables jusqu'à la date de leur expiration.

Article 15 : Les contrevenants aux dispositions de la présente Ordonnance sont punis conformément à l'article 315 du Code du Travail.

Article 16 : Toutes dispositions antérieures contraires à la présente Ordonnance sont abrogées.

Article 17 : Le Directeur Général du Travail et de la Sécurité Sociale est chargé de l'application de la présente Ordonnance qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 12/2/1992

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Julie NGIRIYE.-